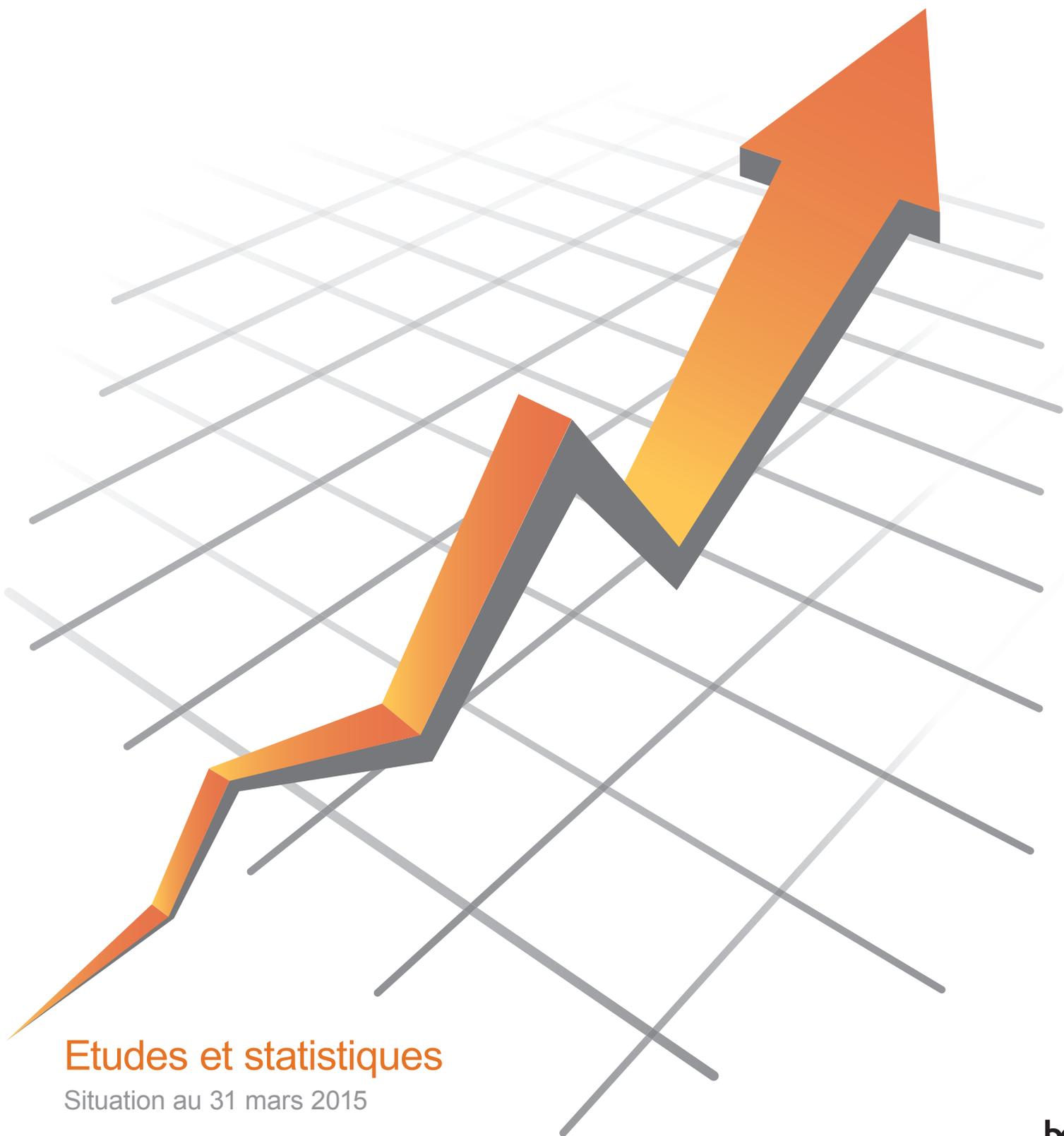


Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 31 mars 2015

Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres-service et autres mesures pour l'emploi...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 8 chapitres :

- Conjoncture
- Chômage temporaire
- Fermetures et créations d'entreprises
- Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi
- Chômeurs avec complément d'entreprise et chômeurs âgés dispensés
- Mesures pour l'emploi : activation des allocations, titres-services ...
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique
- Evolution globale des allocataires
- Comparaison internationale
- Evolution sur 10 ans

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant-dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site (www.onem.be) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

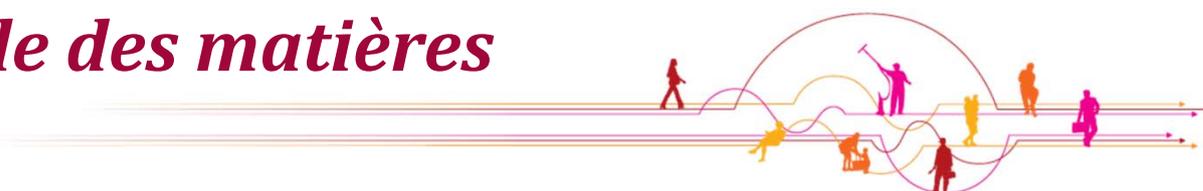
L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

Table des matières



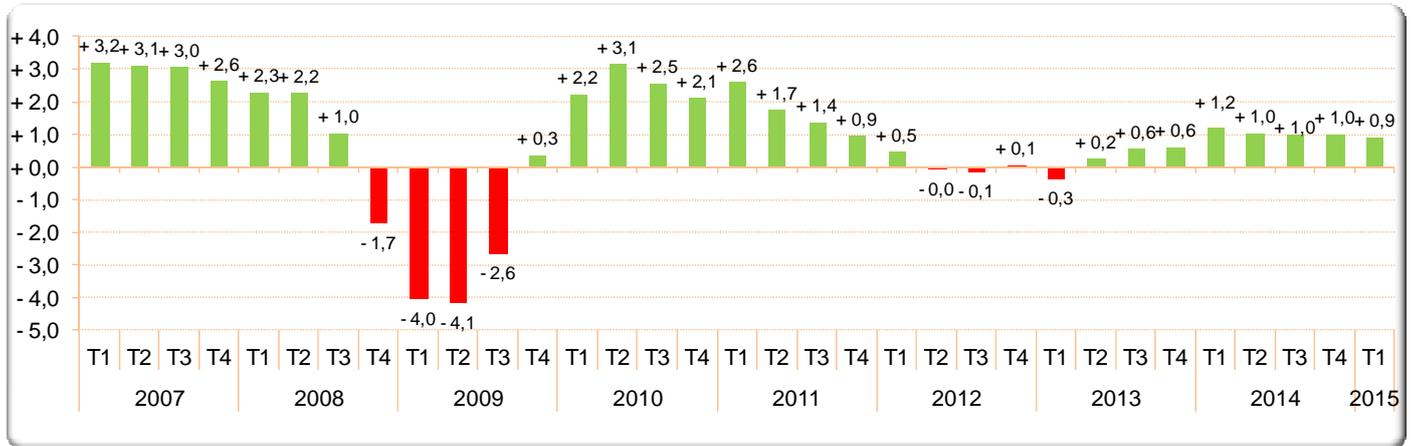
Préface	1
1 Evolution de la conjoncture	4
<i>1.1 PIB</i>	<i>4</i>
<i>1.2 Baromètre de la conjoncture</i>	<i>6</i>
<i>1.3 Offres d'emploi</i>	<i>7</i>
<i>1.4 Intérim</i>	<i>9</i>
2 Evolution des chômeurs temporaires	11
<i>2.1 En unités physiques</i>	<i>11</i>
<i>2.2 En unités budgétaires</i>	<i>13</i>
<i>2.3 Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)</i>	<i>15</i>
<i>2.4 Dont suspension employés</i>	<i>16</i>
<i>2.5 Evolution du chômage temporaire par branche d'activité</i>	<i>17</i>
3 Evolution des créations et des disparitions d'entreprises	18
<i>3.1 Evolution des faillites</i>	<i>18</i>
<i>3.1.1 Avec ou sans perte d'emplois</i>	<i>18</i>
<i>3.1.2 Avec perte d'emplois.....</i>	<i>20</i>
<i>3.1.3 Emplois perdus à la suite de faillites.....</i>	<i>22</i>
<i>3.2 Evolution des licenciements collectifs</i>	<i>24</i>
<i>3.3 Evolution des créations d'entreprises</i>	<i>26</i>
4 Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)	28
<i>4.1 Par région</i>	<i>28</i>
<i>4.2 Par sexe</i>	<i>30</i>
<i>4.3 Par classe d'âge</i>	<i>32</i>
<i>4.4 Par base d'admission</i>	<i>34</i>

4.5 Par durée de chômage	36
4.6 Par catégorie familiale	38
5 Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés	40
5.1 Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise	42
5.2 Evolution des chômeurs âgés dispensés	43
6 Evolution des mesures pour l'emploi	44
6.1 Evolution des mesures pour l'emploi (à l'exception des titres-services)	44
6.1.1 Evolution globale selon le régime	44
6.1.2 Evolution du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés	45
6.1.3 Evolution des stages de transition	46
6.2 Titres-services	47
7 Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps	48
8 Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique	50
8.1 Primes de crise et allocations de licenciement	50
8.2 Les indemnités en compensation du licenciement	52
9 Evolution des 3 groupes d'allocataires	53
10 Comparaison internationale	54
10.1 Taux de chômage	54
10.2 Evolution de l'emploi	55
11 Evolution sur 10 ans	56
11.1 Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi	56
11.2 Les chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi	57
11.3 Les chômeurs complets indemnisés dans leur ensemble (DE et non-DE)	58
11.4 Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés	59
11.5 Les chômeurs temporaires	60

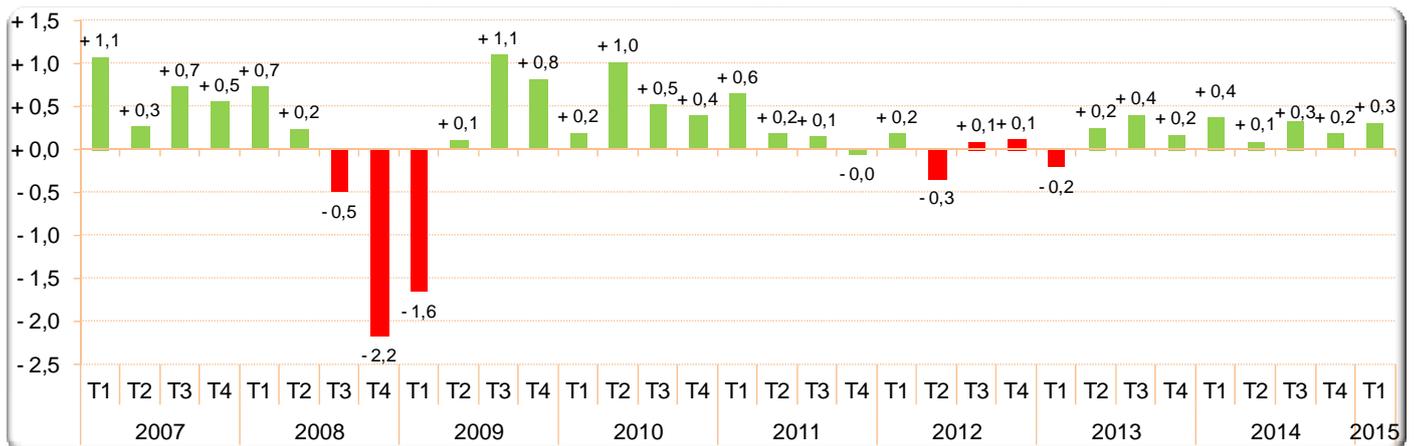
Evolution de la conjoncture

1.1 PIB

Graphique 1
Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2
Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre précédent)



Source: BNB – PIB en volume – année de référence 2012 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier

Après une très mauvaise année 2009, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant tout le premier semestre 2011. Au second semestre 2011, le PIB progresse toujours sur une base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur une base trimestrielle (cf. graphique 2).

Malgré un léger sursaut au 1^{er} trimestre 2012 (+ 0,5 % sur une base annuelle et + 0,2 % sur une base trimestrielle), le PIB se replie sur une base annuelle au cours des 4 trimestres suivants. Le 2^{ème} trimestre 2013 marque un tournant : le PIB renoue progressivement à nouveau avec la croissance autant sur une base trimestrielle qu'annuelle. La croissance, sur base annuelle, est restée stable depuis début 2014 (environ + 1,0 %). En T1 2015, elle est de 0,9 %.

Tableau 1
Evolution du PIB

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 *	
PIB	378 714	382 317	372 315	381 625	387 913	388 266	389 310	393 364	397 298	398 871
Evolution	+ 3,0 %	+ 1,0 %	- 2,6 %	+ 2,5 %	+ 1,6 %	+ 0,1 %	+ 0,3 %	+ 1,0 %	+ 1,0 %	+ 1,4 %

* Prévisions

Les prévisions les plus récentes¹ font état d'une évolution du PIB comprise entre + 1 % et + 1,4 % pour l'année 2015.

¹ Bureau fédéral du Plan – Budget économique - Perspectives économiques 2015 – 28 février 2015: + 1,0 % pour 2014 et + 1,0 % pour 2015
OCDE – OECD Economic Survey Belgium - février 2015: + 1,0% pour 2014 et + 1,4% pour 2015

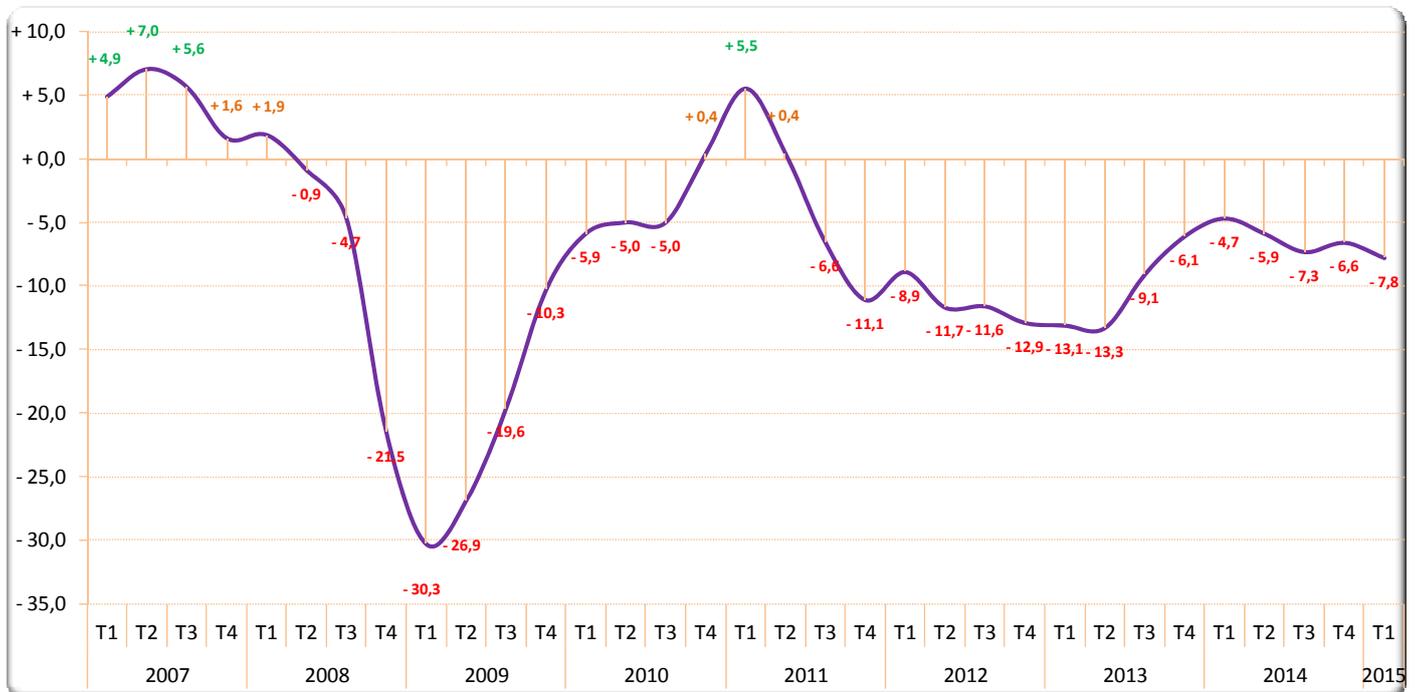
1.2

Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture ; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 3

Evolution du baromètre de la conjoncture



Source: BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Après avoir plongé durant la crise, le baromètre de la conjoncture s'était redressé par la suite pour redevenir positif durant 3 trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011). Par la suite, il s'est de nouveau replié pour se cantonner aux alentours des - 11 à - 13 points. Depuis le 3^{ème} trimestre 2013, la confiance des entrepreneurs s'est de nouveau raffermie à tel point que le baromètre de la conjoncture se situe au 1^{er} trimestre 2014 au-dessus de la barre des - 5 points. Ensuite, on note à nouveau un léger repli. En T1 2015, le baromètre de la conjoncture affiche - 7,8 points.

1.3 Offres d'emploi

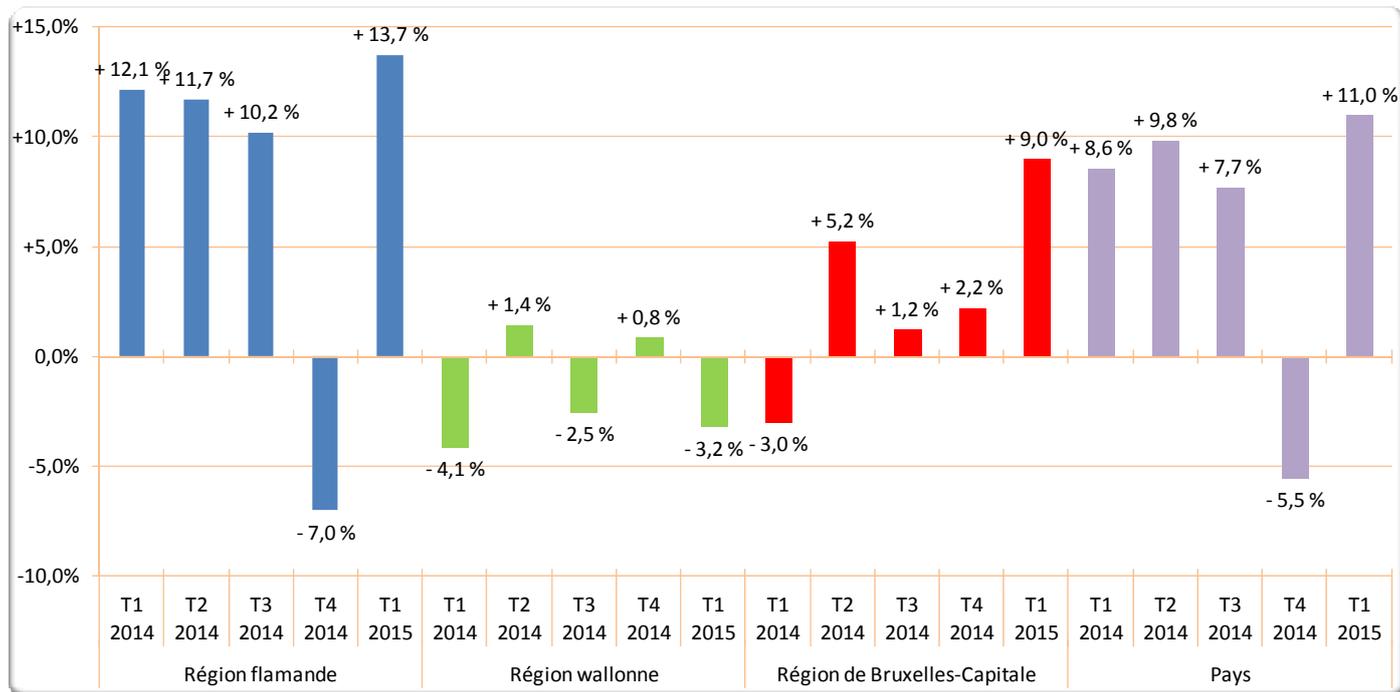
Tableau 2
Evolution du nombre d'offres d'emploi par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	72.132	18.174	3.392	93.698	2007	T1	100	100	100	100
	T2	73.173	20.240	3.109	96.522		T2	100	100	100	100
	T3	72.024	18.050	3.313	93.387		T3	100	100	100	100
	T4	64.332	17.183	3.315	84.830		T4	100	100	100	100
	Année	281.661	73.647	13.129	368.437		Année	100	100	100	100
2008	T1	73.365	20.045	3.866	97.276	2008	T1	102	110	114	104
	T2	71.934	18.409	3.859	94.202		T2	98	91	124	98
	T3	66.774	19.385	3.992	90.151		T3	93	107	120	97
	T4	57.049	14.610	3.705	75.364		T4	89	85	112	89
	Année	269.122	72.449	15.422	356.993		Année	96	98	117	97
2009	T1	60.359	18.879	3.854	83.092	2009	T1	84	104	114	89
	T2	57.971	15.232	3.364	76.567		T2	79	75	108	79
	T3	50.348	16.397	4.448	71.193		T3	70	91	134	76
	T4	48.910	13.142	3.795	65.847		T4	76	76	114	78
	Année	217.588	63.650	15.461	296.699		Année	77	86	118	81
2010	T1	64.073	18.060	4.348	86.481	2010	T1	89	99	128	92
	T2	67.718	17.487	3.937	89.142		T2	93	86	127	92
	T3	66.333	17.417	4.872	88.622		T3	92	96	147	95
	T4	64.156	15.646	4.209	84.011		T4	100	91	127	99
	Année	262.280	68.610	17.366	348.256		Année	93	93	132	95
2011	T1	79.939	19.867	4.860	104.666	2011	T1	111	109	143	112
	T2	83.919	19.560	5.213	108.692		T2	115	97	168	113
	T3	76.136	18.572	5.805	100.513		T3	106	103	175	108
	T4	67.429	15.563	5.255	88.247		T4	105	91	159	104
	Année	307.423	73.562	21.133	402.118		Année	109	100	161	109
2012	T1	74.596	18.644	5.305	98.545	2012	T1	103	103	156	105
	T2	75.647	15.095	4.673	95.415		T2	103	75	150	99
	T3	63.881	17.066	4.271	85.218		T3	89	95	129	91
	T4	61.721	13.455	3.962	79.138		T4	96	78	120	93
	Année	275.845	64.260	18.211	358.316		Année	98	87	139	97
2013	T1	67.143	14.660	4.706	86.509	2013	T1	93	81	139	92
	T2	68.249	12.813	4.334	85.396		T2	93	63	139	88
	T3	65.448	12.961	4.989	83.398		T3	91	72	151	89
	T4	70.698	11.962	4.184	86.844		T4	110	70	126	102
	Année	271.538	52.396	18.213	342.147		Année	96	71	139	93
2014	T1	75.287	14.065	4.567	93.919	2014	T1	104	77	135	100
	T2	76.215	12.993	4.560	93.768		T2	104	64	147	97
	T3	72.108	12.637	5.049	89.794		T3	100	70	152	96
	T4	65.755	12.063	4.275	82.093		T4	102	70	129	97
	Année	289.365	51.758	18.451	359.574		Année	103	70	141	98
2015	T1	85.623	13.621	4.976	104.220	2015	T1	119	75	147	111

Sources: VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Depuis 2012, le VDAB répertorie les offres d'emploi relatives aux indépendants hors du circuit normal du travail et depuis 2014, il en est de même pour les jobs d'étudiants. Pour des soucis de cohérence avec les autres services régionaux de l'emploi, nous les intégrons toujours au circuit normal du travail.

Graphique 4

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi avait chuté en Flandre et en Wallonie. En 2010 et 2011, on observait, sur base annuelle, dans chaque région une remontée progressive du nombre d'offres d'emploi reçues (toutes régions confondues : + 17,4 % en 2010 et + 15,5 % en 2011). Le niveau atteint en 2011 dépassait même celui d'avant la crise.

L'année 2012 enregistre un revirement de tendance : le nombre d'offres d'emploi fléchit de nouveau progressivement. Cette baisse se poursuit en Wallonie jusqu'en T1 2015. En Région flamande et en Région de Bruxelles-Capitale, par contre, le nombre d'offres d'emploi est reparti à la hausse (à l'exception d'une seule baisse) depuis T3 2013.

Pour le pays, sur base annuelle, on note en T1 2015 une hausse de 11 % du nombre d'offres d'emploi. On observe néanmoins un léger recul en Région wallonne (-3,2%).

1.4 Intérim

Tableau 3
Evolution de l'intérim par segment

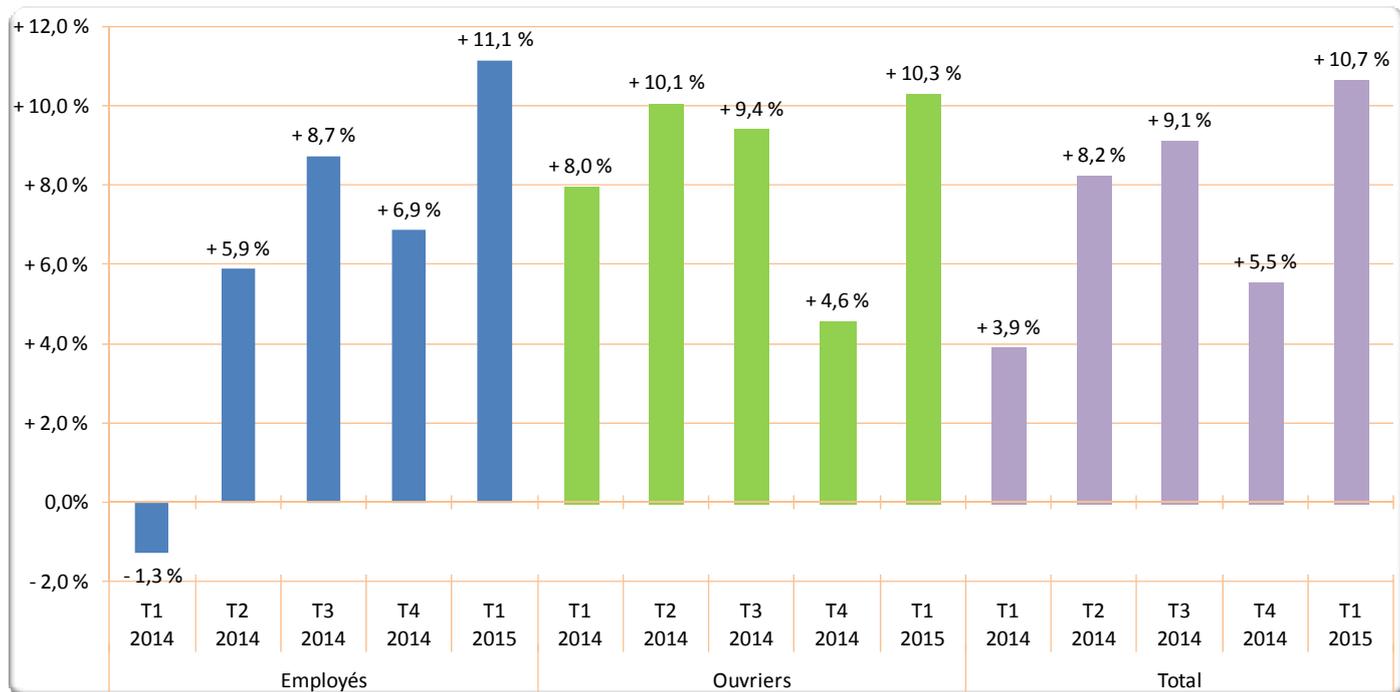
		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	228 590	412 641	641 231	2007	T1	100	100	100
	T2	237 810	413 440	651 250		T2	100	100	100
	T3	239 922	403 605	643 527		T3	100	100	100
	T4	244 936	396 634	641 570		T4	100	100	100
	Année	237 815	406 580	644 394		Année	100	100	100
2008	T1	254 061	411 286	665 347	2008	T1	111	100	104
	T2	252 344	394 810	647 154		T2	106	95	99
	T3	251 313	365 584	616 897		T3	105	91	96
	T4	239 855	324 820	564 675		T4	98	82	88
	Année	249 393	374 125	623 518		Année	105	92	97
2009	T1	226 540	274 172	500 712	2009	T1	99	66	78
	T2	214 508	255 622	470 130		T2	90	62	72
	T3	207 853	264 536	472 389		T3	87	66	73
	T4	208 834	278 982	487 816		T4	85	70	76
	Année	214 434	268 328	482 762		Année	90	66	75
2010	T1	211 960	289 574	501 534	2010	T1	93	70	78
	T2	217 231	313 535	530 765		T2	91	76	81
	T3	223 335	328 619	551 954		T3	93	81	86
	T4	228 721	342 029	570 750		T4	93	86	89
	Année	220 312	318 439	538 751		Année	93	78	84
2011	T1	232 581	359 801	592 382	2011	T1	102	87	92
	T2	234 302	356 355	590 657		T2	99	86	91
	T3	234 587	345 553	580 140		T3	98	86	90
	T4	232 484	337 687	570 171		T4	95	85	89
	Année	233 488	349 849	583 338		Année	98	86	91
2012	T1	228 022	324 847	552 870	2012	T1	100	79	86
	T2	227 768	318 647	546 415		T2	96	77	84
	T3	226 267	307 320	533 587		T3	94	76	83
	T4	225 008	295 165	520 173		T4	92	74	81
	Année	226 766	311 495	538 261		Année	95	77	84
2013	T1	226 447	287 539	513 986	2013	T1	99	70	80
	T2	220 758	288 710	509 468		T2	93	70	78
	T3	219 250	293 729	512 979		T3	91	73	80
	T4	224 711	308 617	533 328		T4	92	78	83
	Année	222 792	294 649	517 440		Année	94	72	80
2014	T1	223 552	310 439	533 991	2014	T1	98	75	83
	T2	233 727	317 763	551 490		T2	98	77	85
	T3	238 389	321 354	559 743		T3	99	80	87
	T4	240 130	322 729	562 859		T4	98	81	88
	Année	233 950	318 071	552 021		Année	98	78	86
2015	T1	248 462	342 453	590 914	2015	T1	109	83	92

Source : Federgon – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné.²

² Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois.

Graphique 5

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim est remonté progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. En T4 2011, le nombre d'heures prestées en intérim, à un an d'intervalle, a commencé à nouveau à diminuer et, en T1 2012, celui des employés aussi. Ce trend baissier s'est maintenu courant 2012 et durant les 3 premiers trimestres de 2013.

Au 4^{ème} trimestre 2013, on assiste à un renversement du trend baissier. Le nombre d'heures prestées en intérim dans le segment des ouvriers augmente de nouveau, à un an d'intervalle, à partir de ce trimestre. Cette hausse perdure durant les trimestres suivants. En T1 2015, elle atteint les 10,3%.

Chez les employés aussi, on constate à nouveau, à partir de T2 2014, une tendance haussière qui, de plus, semble s'accroître. Leur nombre d'heures prestées en intérim augmente de 11,1 % en T1 2015.

Pour l'ensemble des 2 segments, la hausse, à un an d'intervalle, atteint 10,7 % en T1 2015.

Evolution des chômeurs temporaires

2.1

En unités physiques

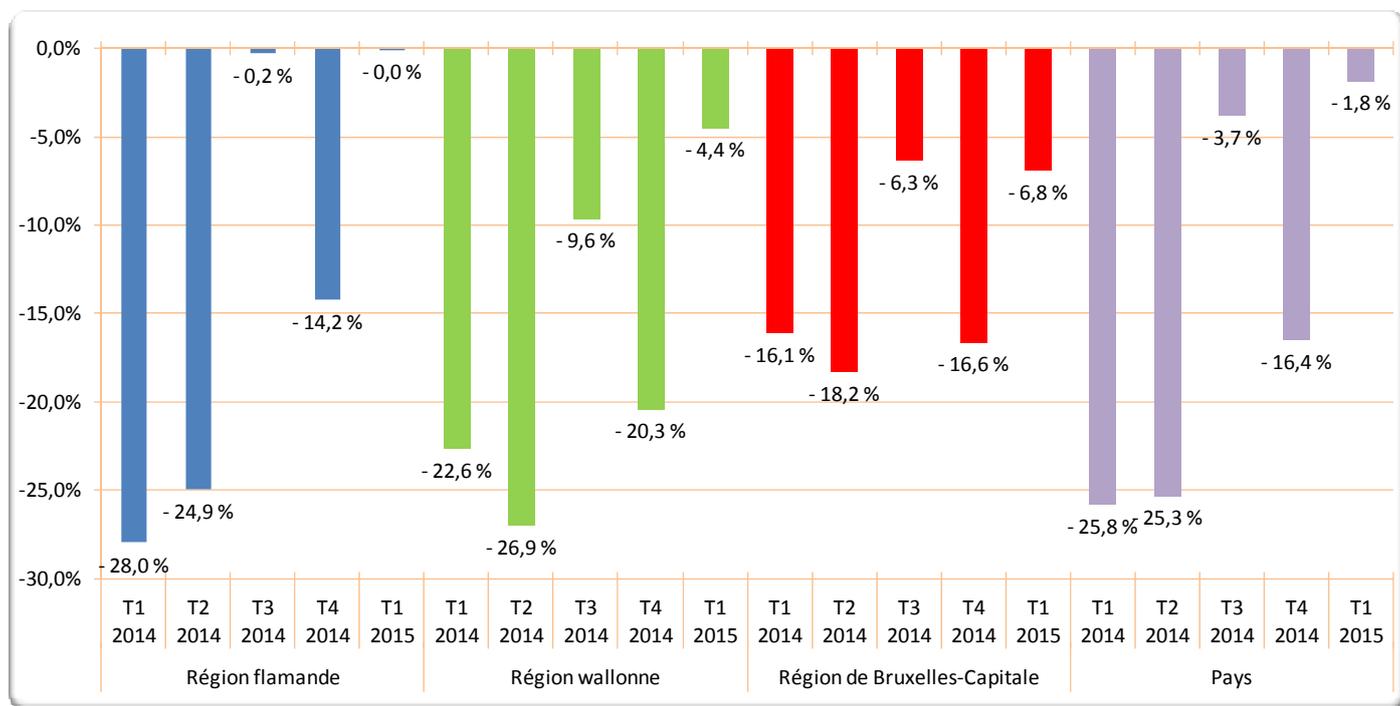
Tableau 4

Evolution des chômeurs temporaires par région en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	97 184	50 354	6 215	153 753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69 716	37 444	5 007	112 167		T2	100	100	100	100
	T3	61 041	34 522	3 874	99 438		T3	100	100	100	100
	T4	71 883	38 299	4 255	114 437		T4	100	100	100	100
	Année	74 956	40 155	4 838	119 949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101 974	51 667	6 381	160 021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74 597	41 352	5 009	120 958		T2	107	110	100	108
	T3	70 485	33 961	4 025	108 471		T3	115	98	104	109
	T4	96 909	47 761	4 826	149 496		T4	135	125	113	131
	Année	85 991	43 685	5 060	134 737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186 704	84 301	8 637	279 643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153 217	68 302	7 412	228 931		T2	220	182	148	204
	T3	103 057	48 219	5 791	157 067		T3	169	140	149	158
	T4	112 773	58 388	6 656	177 817		T4	157	152	156	155
	Année	138 938	64 802	7 124	210 864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164 447	82 015	9 651	256 113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104 678	55 343	7 728	167 749		T2	150	148	154	150
	T3	76 246	40 348	5 976	122 569		T3	125	117	154	123
	T4	88 493	51 436	6 784	146 713		T4	123	134	159	128
	Année	108 466	57 285	7 535	173 286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117 140	65 083	8 800	191 023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78 624	43 910	7 379	129 912		T2	113	117	147	116
	T3	71 370	38 567	6 026	115 963		T3	117	112	156	117
	T4	77 384	42 823	6 284	126 491		T4	108	112	148	111
	Année	86 129	47 596	7 122	140 847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131 133	67 190	9 233	207 555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98 535	51 166	7 926	157 626		T2	141	137	158	141
	T3	79 908	42 343	6 588	128 839		T3	131	123	170	130
	T4	92 135	52 740	6 464	151 338		T4	128	138	152	132
	Année	100 428	53 360	7 552	161 340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154 753	78 068	9 720	242 541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111 082	59 437	8 434	178 953		T2	159	159	168	160
	T3	70 959	40 153	6 121	117 233		T3	116	116	158	118
	T4	83 257	47 009	5 899	136 165		T4	116	123	139	119
	Année	105 013	56 167	7 544	168 723		Année	140	140	156	141
2014	T1	111 494	60 431	8 160	180 085	2014	T1	115	120	131	117
	T2	83 412	43 437	6 897	133 746		T2	120	116	138	119
	T3	70 792	36 317	5 737	112 846		T3	116	105	148	113
	T4	71 425	37 448	4 922	113 796		T4	99	98	116	99
	Année	84 281	44 408	6 429	135 118		Année	112	111	133	113
2015	T1	111 479	57 766	7 602	176 847	2015	T1	115	115	122	115

Graphique 6

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Suite au déclenchement de la crise économique en 2008, le chômage temporaire s'envole littéralement au cours du 4^{ème} trimestre pour culminer au 2^{ème} trimestre de l'année suivante. Ensuite, il diminue progressivement malgré un léger rebond au premier trimestre 2010 du fait d'un hiver particulièrement rigoureux.

La hausse du chômage temporaire en début d'année 2012 s'explique à la fois par l'évolution économique défavorable mais également par la hausse des intempéries au cours du premier semestre. Cette hausse s'étend sur toute l'année 2012.

Il résulte de la combinaison des effets d'une conjoncture défavorable et des intempéries survenues au cours de l'hiver 2012-2013 une hausse considérable du chômage temporaire au 1^{er} trimestre 2013 : + 16,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et au 2^{ème} trimestre 2013 : + 13,5 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2012. A partir du second semestre 2013, la tendance s'inverse. On note, en effet, du fait d'une conjoncture un peu meilleure et de conditions météorologiques plus favorables, une baisse progressive du chômage temporaire qui perdure durant toute l'année 2014.

Au 1^{er} trimestre 2015, le chômage temporaire a diminué de 1,8 % par rapport au 1^{er} trimestre 2014.

2.2

En unités budgétaires

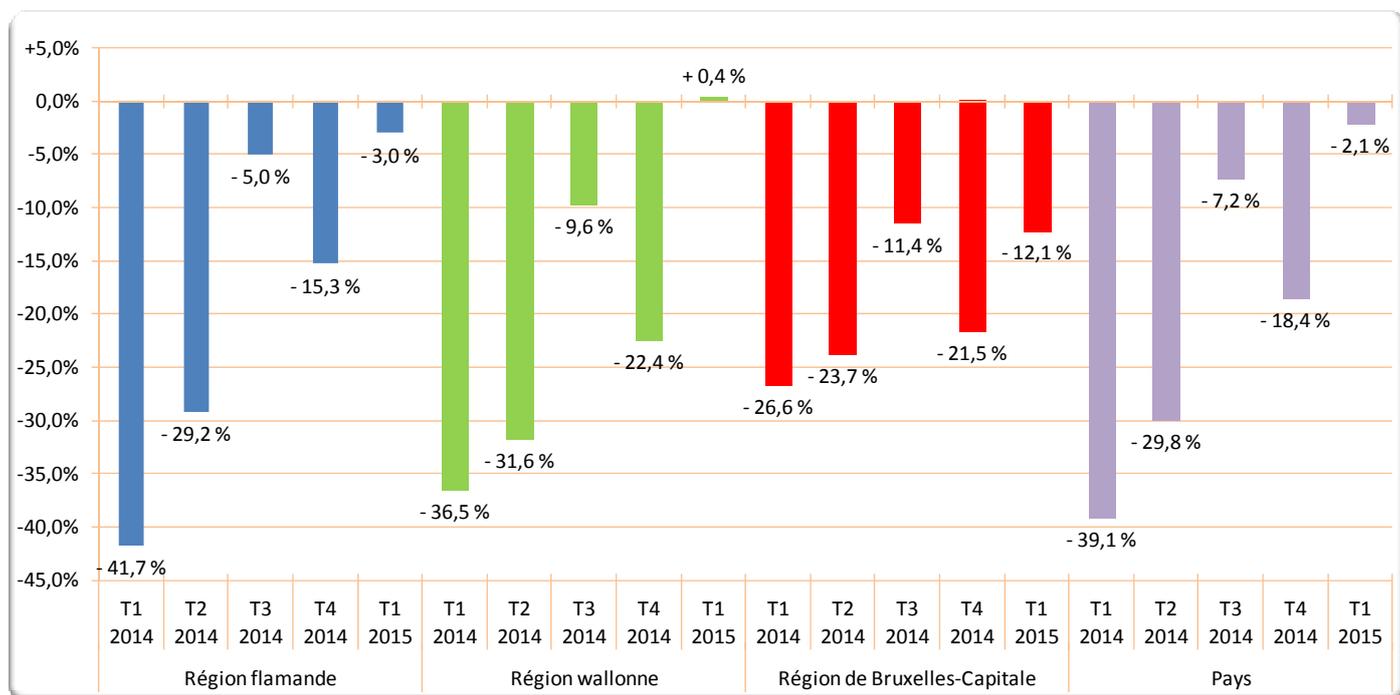
Tableau 5

Evolution des chômeurs temporaires par région en unités budgétaires

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	23 661	16 341	2 087	42 089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14 931	10 849	1 672	27 452		T2	100	100	100	100
	T3	12 372	9 549	1 455	23 376		T3	100	100	100	100
	T4	14 742	10 726	1 468	26 936		T4	100	100	100	100
	Année	16 427	11 866	1 670	29 963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22 708	15 892	2 091	40 691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15 596	11 254	1 689	28 539		T2	104	104	101	104
	T3	13 826	9 091	1 449	24 366		T3	112	95	100	104
	T4	21 221	13 063	1 642	35 926		T4	144	122	112	133
	Année	18 338	12 325	1 718	32 381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54 960	31 368	2 987	89 315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40 139	21 249	2 440	63 828		T2	269	196	146	233
	T3	24 560	14 534	1 935	41 029		T3	199	152	133	176
	T4	27 624	18 262	2 206	48 092		T4	187	170	150	179
	Année	36 821	21 353	2 392	60 566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50 973	33 122	3 481	87 577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24 027	16 583	2 419	43 029		T2	161	153	145	157
	T3	16 394	11 962	1 892	30 248		T3	133	125	130	129
	T4	19 363	15 738	2 075	37 176		T4	131	147	141	138
	Année	27 689	19 351	2 467	49 507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30 777	22 232	2 709	55 717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16 842	12 255	1 973	31 070		T2	113	113	118	113
	T3	14 141	10 699	1 746	26 586		T3	114	112	120	114
	T4	16 199	12 241	1 768	30 208		T4	110	114	120	112
	Année	19 490	14 357	2 049	35 895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34 851	23 800	2 727	61 378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20 023	13 760	2 079	35 862		T2	134	127	124	131
	T3	15 783	11 254	1 870	28 908		T3	128	118	129	124
	T4	20 917	14 941	1 841	37 699		T4	142	139	125	140
	Année	22 894	15 939	2 129	40 962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43 154	28 725	3 000	74 879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22 833	16 004	2 183	41 020		T2	153	148	131	149
	T3	13 841	9 839	1 653	25 333		T3	112	103	114	108
	T4	16 774	12 086	1 560	30 420		T4	114	113	106	113
	Année	24 151	16 664	2 099	42 913		Année	147	140	126	143
2014	T1	25 157	18 250	2 203	45 610	2014	T1	106	112	106	108
	T2	16 174	10 941	1 666	28 781		T2	108	101	100	105
	T3	13 149	8 890	1 464	23 503		T3	106	93	101	101
	T4	14 212	9 379	1 224	24 815		T4	96	87	83	92
	Année	17 173	11 865	1 639	30 677		Année	105	100	98	102
2015	T1	24 399	18 330	1 936	44 665	2015	T1	103	112	93	106

Graphique 7

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires (équivalents temps plein). L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

Entre 2011 et 2012, cette tendance s'inverse. L'augmentation en unités budgétaires affiche 14,1 % contre 14,5 % en unités physiques.

Au cours du 1^{er} semestre 2013, du fait d'une conjoncture plus défavorable, le chômage temporaire augmente de manière importante ; la hausse en unités budgétaires dépasse à nouveau celle en unités physiques : respectivement, + 19,2 % et +15,4 %. Par la suite, l'évolution plus favorable de la conjoncture se traduit d'emblée à la fois par une forte baisse du chômage temporaire et par une inversion de la tendance : le nombre de jours chômés par mois diminue. Il en résulte une baisse en unités budgétaires qui dépasse celle exprimée en unités physiques.

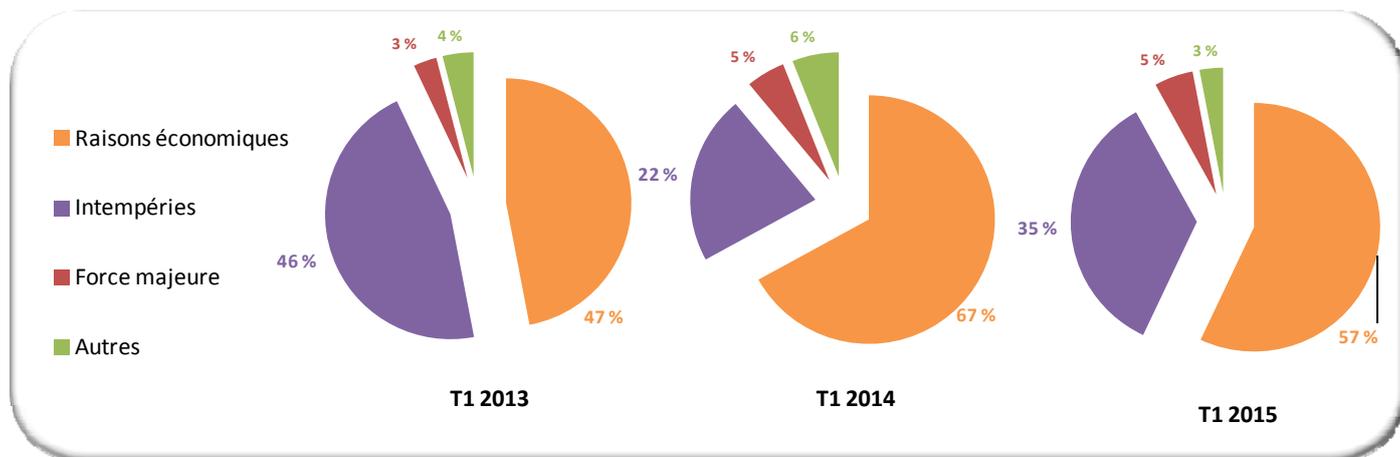
A 1^{er} trimestre 2015, la baisse à un an d'intervalle est assez réduite (-2,1 %) ; notons cependant qu'elle fait suite à une baisse de -39,1 % entre les 1^{er} trimestres 2013 et 2014. La situation est contrastée selon la région : +0,4 % en Région wallonne, -3,0 % en Région flamande et -12,1 % en Région de Bruxelles-Capitale.

2.3

Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)

Graphique 8

Répartition du nombre de jours de chômage temporaire selon le motif³



Au 1^{er} trimestre 2014, on avait enregistré une diminution conséquente du poids du chômage temporaire pour intempéries dans la totalité des jours indemnisés en chômage temporaire (22 %). Cette année, on constate une augmentation relative de la part des intempéries par rapport à 2014 (+13 points de base). Toutefois, nous sommes toujours en-dessous de la part des intempéries en T1 2013 qui s'élevait à 46 %.

Le chômage temporaire pour raisons économiques voit sa part régresser de 67 % au 1^{er} trimestre 2014 à 57 % au 1^{er} trimestre 2015.

Tableau 6

Evolution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le motif (1^{er} trimestre)

T1	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	Total
2011	2 252 603	1 714 381	165 279	146 438	4 278 701
2012	2 530 785	1 857 472	154 034	154 039	4 696 330
2013	2 702 686	2 642 671	158 521	219 164	5 723 042
2014	2 359 045	775 103	158 190	192 875	3 485 213
2015	1 987 688	1 221 486	157 530	100 075	3 466 779
Evol. 2014 - 2015	- 15,7 %	+ 57,6 %	- 0,4 %	- 48,1 %	- 0,5 %

Depuis le 1^{er} trimestre 2013, le nombre de jours indemnisés en chômage temporaire pour raisons économiques diminue. A un an d'intervalle, on enregistre une diminution de 15,7 % et à 2 ans d'intervalle, de 26,5 %.

Par contre, l'évolution du chômage temporaire pour intempéries suit les conditions climatiques : celles-ci ont été très rigoureuses au 1^{er} trimestre 2013 et très douces au 1^{er} trimestre 2014. Le 1^{er} trimestre 2015 s'intercale entre ces 2 trimestres extrêmes : il affiche un nombre de jours indemnisés en raison des intempéries plus élevé, à un an d'intervalle (+ 57,6 %) et moins élevé, à 2 ans d'intervalle (- 53,8 %).

³ Pour les trimestres des années antérieures à 2015, il s'agit de données après vérification alors que pour T1 2015, il s'agit de données avant vérification.

2.4

Dont suspension employés

Tableau 7

Evolution de la suspension de contrats de travail pour employés en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	T3	1 175	691	112	1 977
	T4	4 865	2 412	400	7 678
	Année	3 020	1 552	256	4 828
2010	T1	5 031	2 487	525	8 043
	T2	4 063	2 004	243	6 310
	T3	1 747	608	103	2 459
	T4	726	411	48	1 185
	Année	2 892	1 378	230	4 499
2011	T1	875	484	59	1 418
	T2	1 050	494	60	1 604
	T3	1 043	292	40	1 375
	T4	815	397	41	1 253
	Année	946	417	50	1 413
2012	T1	1 064	599	60	1 723
	T2	1 579	893	97	2 568
	T3	1 502	683	85	2 270
	T4	1 858	1 861	90	3 808
	Année	1 501	1 009	83	2 592
2013	T1	2 991	2 151	119	5 261
	T2	3 471	2 894	185	6 550
	T3	2 633	2 140	152	4 926
	T4	2 237	2 165	121	4 524
	Année	2 833	2 338	144	5 315
2014	T1	2 177	1 989	139	4 305
	T2	1 885	1 656	137	3 678
	T3	1 302	913	109	2 325
	T4	1 546	996	66	2 608
	Année	1 728	1 389	113	3 229
2015	T1	1 814	1 390	71	3 275

*Remarque : la série historique concernant la suspension de contrats de travail pour employés a été adaptée à partir de 2012 suite à une correction technique dans l'application chômage temporaire relative à la ventilation entre ouvriers et employés.

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises ; on enregistre des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire chute de manière drastique et en 2011, le nombre de paiements mensuels moyens se stabilise aux alentours du millier de paiements.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle relative à la suspension de crise et en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent.

On note une forte augmentation des suspensions employés en 2012 et surtout en 2013. La conjoncture défavorable s'est donc également fait ressentir à travers la hausse progressive des suspensions employés au cours de ces 2 années. En 2014, le nombre de paiements diminue graduellement.

Au cours du 1^{er} trimestre 2015, la baisse à un an d'intervalle affiche -23,9 %.

2.5

Evolution du chômage temporaire par branche d'activité

Tableau 8

Evolution des chômeurs temporaires par branche d'activité en unités budgétaires

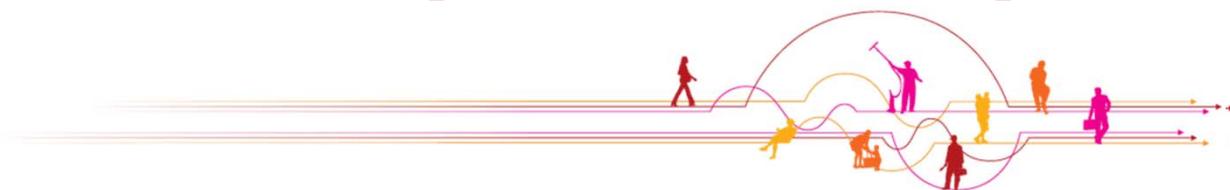
Secteur	T1 2007		T1 2014		T1 2015		Evol. T1 2007 - T1 2015	Evol. T1 2014 - T1 2015
Agriculture, sylviculture et pêche	1 249	3,0 %	1 024	2,2 %	1 166	2,6 %	- 6,6 %	+ 13,9 %
Extraction de minerais	680	1,6 %	543	1,2 %	470	1,1 %	- 30,9 %	- 13,4 %
Industrie	11 487	27,3 %	12 861	28,2 %	10 075	22,6 %	- 12,3 %	- 21,7 %
dont:								
<i>fabrication de produits non métalliques</i>	295	0,7 %	541	1,2 %	376	0,8 %	+ 27,5 %	- 30,5 %
<i>industrie du verre</i>	143	0,3 %	246	0,5 %	192	0,4 %	+ 34,4 %	- 21,8 %
<i>industrie chimique</i>	505	1,2 %	624	1,4 %	501	1,1 %	- 0,8 %	- 19,7 %
<i>fabrication de produits en métal</i>	260	0,6 %	361	0,8 %	259	0,6 %	- 0,2 %	- 28,1 %
<i>fabrication de machines/de matériel mécanique</i>	3 673	8,7 %	5 280	11,6 %	3 976	8,9 %	+ 8,3 %	- 24,7 %
<i>construction de machines de bureau</i>	723	1,7 %	878	1,9 %	744	1,7 %	+ 3,0 %	- 15,3 %
<i>construction d'automobiles</i>	221	0,5 %	194	0,4 %	102	0,2 %	- 54,0 %	- 47,3 %
<i>fabrication d'instr. de précision/d'optique</i>	4	0,0 %	2	0,0 %	2	0,0 %	- 60,4 %	+ 9,6 %
<i>produits alimentaires, industrie des boissons</i>	1 284	3,1 %	1 302	2,9 %	1 078	2,4 %	- 16,0 %	- 17,2 %
<i>industrie du tabac</i>	19	0,0 %	21	0,0 %	15	0,0 %	- 21,3 %	- 26,9 %
<i>industrie du textile</i>	1 852	4,4 %	1 267	2,8 %	1 013	2,3 %	- 45,3 %	- 20,0 %
<i>industrie du cuir</i>	55	0,1 %	38	0,1 %	36	0,1 %	- 34,0 %	- 3,9 %
<i>industrie de la chaussure</i>	14	0,0 %	6	0,0 %	6	0,0 %	- 54,2 %	- 2,3 %
<i>industrie de l'habillement</i>	846	2,0 %	526	1,2 %	468	1,0 %	- 44,7 %	- 11,1 %
<i>industrie du bois/fabrication de meubles</i>	840	2,0 %	904	2,0 %	812	1,8 %	- 3,3 %	- 10,2 %
<i>industrie du papier</i>	210	0,5 %	302	0,7 %	200	0,4 %	- 5,1 %	- 33,8 %
<i>imprimerie/édition</i>	248	0,6 %	258	0,6 %	192	0,4 %	- 22,5 %	- 25,4 %
<i>industrie du caoutchouc</i>	7	0,0 %	7	0,0 %	5	0,0 %	- 26,4 %	- 25,2 %
<i>fabrication de produits en plastique</i>	1	0,0 %	1	0,0 %	0	0,0 %	- 70,6 %	- 42,5 %
<i>industrie du diamant</i>	262	0,6 %	87	0,2 %	82	0,2 %	- 68,8 %	- 5,8 %
<i>autres industries manufacturières</i>	24	0,1 %	18	0,0 %	15	0,0 %	- 39,6 %	- 20,0 %
Construction	15 465	36,7 %	13 387	29,4 %	16 190	36,2 %	+ 4,7 %	+ 20,9 %
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	27	0,1 %	24	0,1 %	23	0,1 %	- 16,3 %	- 5,5 %
Commerce, banques et assurances	1 131	2,7 %	1 119	2,5 %	1 034	2,3 %	- 8,5 %	- 7,5 %
Transports et communications	1 237	2,9 %	1 595	3,5 %	1 451	3,2 %	+ 17,3 %	- 9,0 %
dont:								
<i>dockers</i>	117	0,3 %	152	0,3 %	124	0,3 %	+ 6,2 %	- 18,5 %
Services	8 416	20,0 %	11 889	26,1 %	11 123	24,9 %	+ 32,2 %	- 6,4 %
dont:								
<i>horeca</i>	1 946	4,6 %	1 677	3,7 %	1 512	3,4 %	- 22,3 %	- 9,8 %
<i>réparation de biens de consommation et de véhicules</i>	311	0,7 %	359	0,8 %	311	0,7 %	- 0,0 %	- 13,6 %
<i>services fournis aux entreprises</i>	1 845	4,4 %	3 295	7,2 %	3 069	6,9 %	+ 66,4 %	- 6,8 %
<i>administration publique générale</i>	320	0,8 %	449	1,0 %	430	1,0 %	+ 34,4 %	- 4,1 %
<i>enseignement</i>	77	0,2 %	94	0,2 %	94	0,2 %	+ 22,6 %	+ 0,7 %
<i>santé publique et services vétérinaires</i>	269	0,6 %	203	0,4 %	213	0,5 %	- 20,8 %	+ 4,8 %
<i>autres activités de services</i>	186	0,4 %	236	0,5 %	223	0,5 %	+ 19,6 %	- 5,5 %
<i>autres services</i>	3 462	8,2 %	5 576	12,2 %	5 270	11,8 %	+ 52,2 %	- 5,5 %
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	2 396	5,7 %	3 168	6,9 %	3 133	7,0 %	+ 30,7 %	- 1,1 %
Total	42 089	100 %	45 610	100 %	44 665	100 %	+ 6,1 %	- 2,1 %

Globalement, le chômage temporaire (exprimé en unités budgétaires) a enregistré durant le 1^{er} trimestre 2015 une diminution de 2,1 % à un an d'intervalle.

La diminution se retrouve dans la plupart des secteurs hormis dans le secteur de la construction qui progresse de 20,9 % (sous l'influence d'intempéries plus importantes qu'au 1^{er} trimestre 2014). Dans le secteur de l'industrie, le chômage temporaire se contracte de 21,7 % et dans celui des services, de 6,4 %.

3

Evolution des créations et des disparitions d'entreprises



3.1 Evolution des faillites⁴

3.1.1 Avec ou sans perte d'emplois

Tableau 9
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec ou sans personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	1 001	547	373	8	1 930	2007	T1	100	100	100	100
	T2	952	580	416	12	1 962		T2	100	100	100	100
	T3	727	400	308	2	1 440		T3	100	100	100	100
	T4	1 003	634	424	17	2 080		T4	100	100	100	100
	Année	3 683	2 161	1 521	39	7 412		Année	100	100	100	100
2008	T1	946	588	417	6	1 957	2008	T1	95	107	112	101
	T2	1 061	658	472	16	2 209		T2	111	113	113	113
	T3	858	450	446	6	1 765		T3	118	113	145	123
	T4	1 143	669	494	7	2 315		T4	114	106	117	111
	Année	4 008	2 365	1 829	35	8 246		Année	109	109	120	111
2009	T1	1 307	737	418	6	2 468	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1 197	687	471	7	2 364		T2	126	118	113	120
	T3	875	567	433	4	1 882		T3	120	142	141	131
	T4	1 253	678	499	4	2 438		T4	125	107	118	117
	Année	4 632	2 669	1 821	21	9 152		Année	126	124	120	123
2010	T1	1 332	715	506	7	2 562	2010	T1	133	131	136	133
	T2	1 305	720	474	5	2 507		T2	137	124	114	128
	T3	1 027	586	435	6	2 057		T3	141	147	141	143
	T4	1 185	699	535	6	2 425		T4	118	110	126	117
	Année	4 849	2 720	1 950	24	9 551		Année	132	126	128	129
2011	T1	1 327	773	497	8	2 610	2011	T1	133	141	133	135
	T2	1 207	783	565	8	2 567		T2	127	135	136	131
	T3	1 015	653	468	5	2 141		T3	140	163	152	149
	T4	1 281	741	783	5	2 818		T4	128	117	185	135
	Année	4 830	2 950	2 313	26	10 136		Année	131	137	152	137
2012	T1	1 321	767	475	2	2 567	2012	T1	132	140	127	133
	T2	1 401	785	525	4	2 719		T2	147	135	126	139
	T3	1 103	600	540	3	2 255		T3	152	150	175	157
	T4	1 505	797	709	5	3 025		T4	150	126	167	145
	Année	5 330	2 949	2 249	14	10 566		Année	145	136	148	143

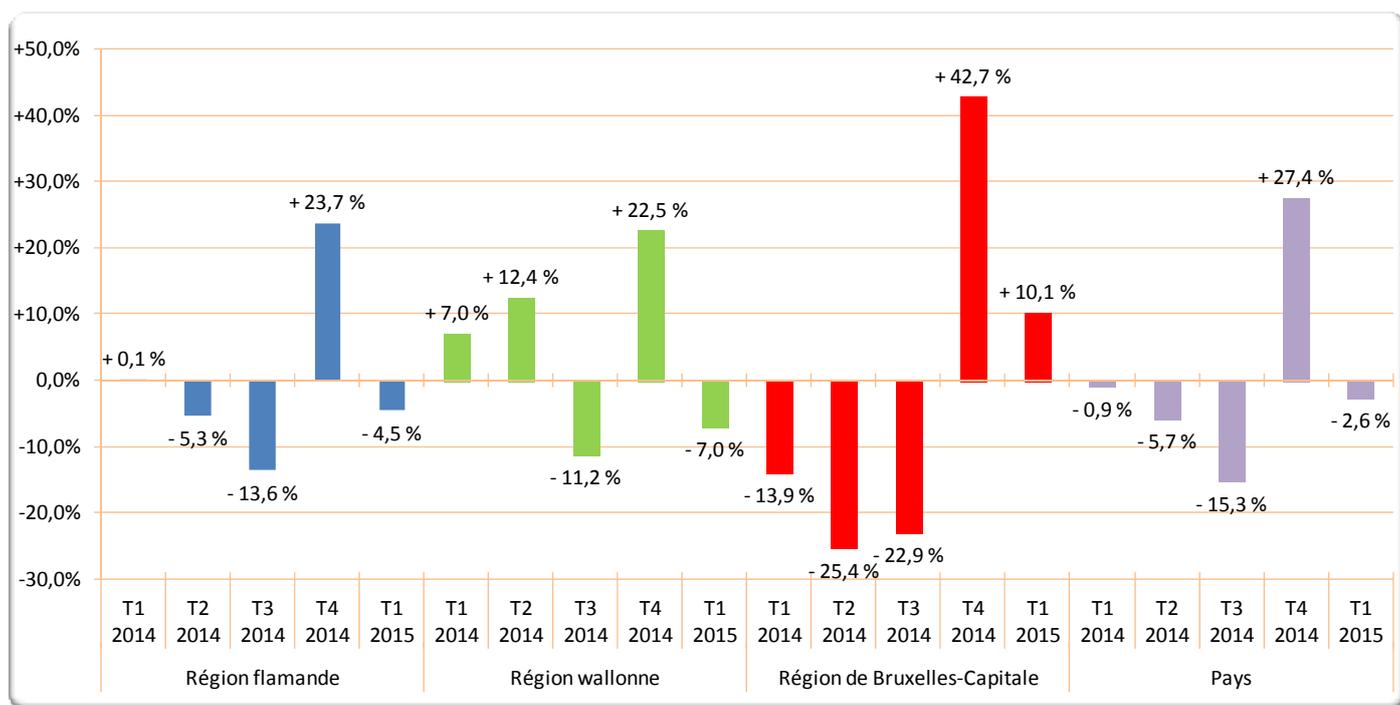
⁴ Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

Tableau 9 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	1 450	934	632	6	3 023	2013	T1	145	171	169	157
	T2	1 412	748	706	2	2 872		T2	148	129	170	146
	T3	1 254	747	655	10	2 661		T3	172	187	213	185
	T4	1 584	932	655	1	3 172		T4	158	147	154	153
	Année	5 700	3 361	2 648	19	11 728		Année	155	156	174	158
2014	T1	1 452	999	544	0	2 995	2014	T1	145	183	146	155
	T2	1 337	841	527	2	2 707		T2	140	145	127	138
	T3	1 084	663	505	3	2 255		T3	149	166	164	157
	T4	1 960	1 142	935	5	4 042		T4	195	180	221	194
	Année	5 833	3 645	2 511	10	11 999		Année	158	169	165	162
2015	T1	1 386	929	599	2	2 916	2015	T1	138	170	161	151

Graphique 9

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le dernier trimestre de 2014 enregistrait encore une forte progression du nombre de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel et ce, dans les 3 régions : + 23,7 % en Région flamande, + 22,5 % en Région wallonne et + 42,7 % en Région de Bruxelles-Capitale ce qui se traduisait par une hausse de 27,4 % au niveau du pays par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. A l'inverse, le 1^{er} trimestre 2015 connaît une tendance à la baisse du moins en Wallonie et en Flandre, respectivement - 7,0 et - 4,5 %. La Région de Bruxelles-Capitale, par contre, enregistre encore toujours une augmentation par rapport au trimestre équivalent en 2014 mais dans une moindre mesure que ce n'était le cas à la fin de l'année dernière (+ 10,1 %). Globalement, pour le pays, le nombre des faillites est aussi en baisse : - 2,6 % par rapport au 1^{er} trimestre de 2014.

3.1.2

Avec perte d'emplois

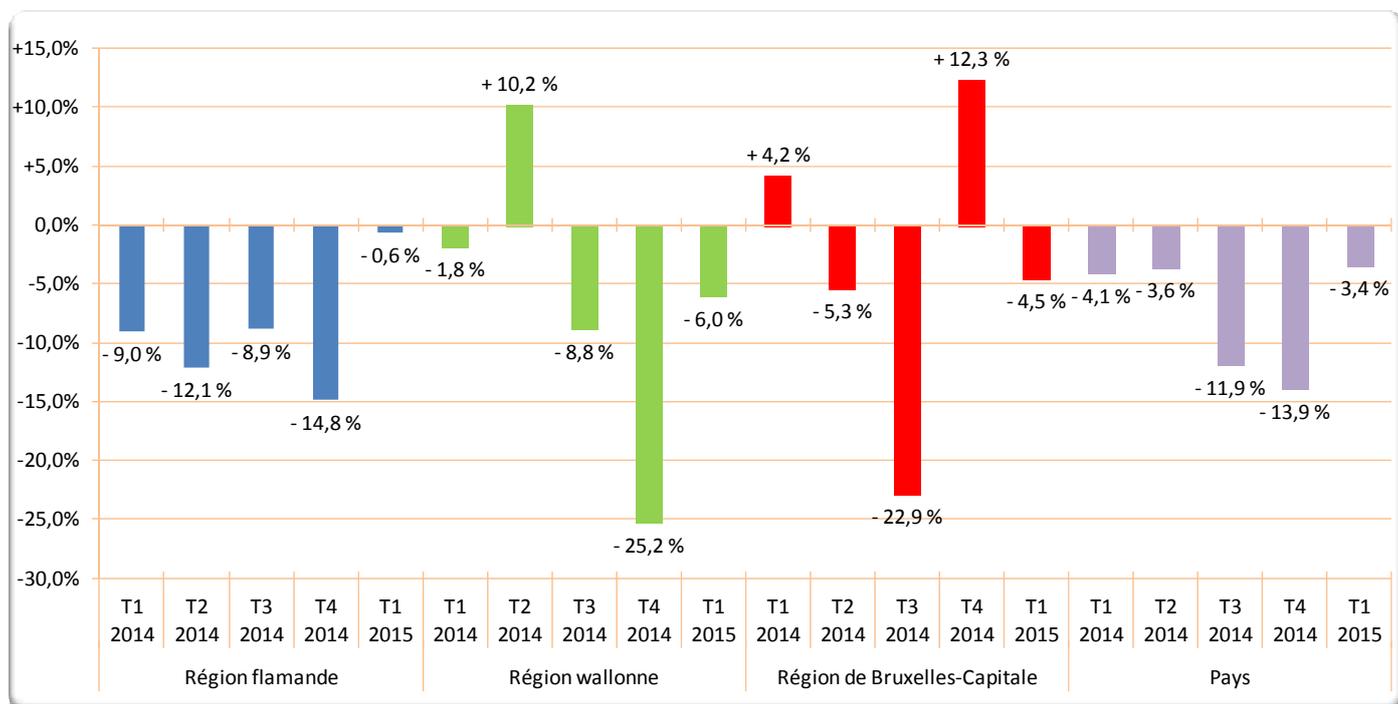
Tableau 10

Evolution du nombre des faillites des entreprises avec personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	368	242	131	741	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	255	158	788		T2	100	100	100	100
	T3	261	194	119	574		T3	100	100	100	100
	T4	354	282	132	768		T4	100	100	100	100
	Année	1 358	973	540	2 871		Année	100	100	100	100
2008	T1	353	250	147	750	2008	T1	96	103	112	101
	T2	403	280	133	816		T2	107	110	84	104
	T3	321	196	164	681		T3	123	101	138	119
	T4	417	306	167	890		T4	118	109	127	116
	Année	1 494	1 032	611	3 137		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	319	153	967	2009	T1	135	132	117	130
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	131	139	129	133
	T4	463	296	183	942		T4	131	105	139	123
	Année	1 778	1 177	646	3 601		Année	131	121	120	125
2010	T1	479	319	164	962	2010	T1	130	132	125	130
	T2	460	307	174	941		T2	123	120	110	119
	T3	390	263	174	827		T3	149	136	146	144
	T4	428	310	162	900		T4	121	110	123	117
	Année	1 757	1 199	674	3 630		Année	129	123	125	126
2011	T1	482	335	141	958	2011	T1	131	138	108	129
	T2	453	369	145	967		T2	121	145	92	123
	T3	357	299	152	808		T3	137	154	128	141
	T4	437	341	244	1 022		T4	123	121	185	133
	Année	1 729	1 344	682	3 755		Année	127	138	126	131
2012	T1	506	361	174	1 041	2012	T1	138	149	133	140
	T2	500	346	191	1 037		T2	133	136	121	132
	T3	402	278	158	838		T3	154	143	133	146
	T4	507	351	178	1 036		T4	143	124	135	135
	Année	1 915	1 336	701	3 952		Année	141	137	130	138
2013	T1	523	440	192	1 155	2013	T1	142	182	147	156
	T2	489	322	206	1 017		T2	130	126	130	129
	T3	429	329	210	968		T3	164	170	176	169
	T4	586	404	195	1 185		T4	166	143	148	154
	Année	2 027	1 495	803	4 325		Année	149	154	149	151
2014	T1	476	432	200	1 108	2014	T1	129	179	153	150
	T2	430	355	195	980		T2	115	139	123	124
	T3	391	300	162	853		T3	150	155	136	149
	T4	499	302	219	1 020		T4	141	107	166	133
	Année	1 796	1 389	776	3 961		Année	132	143	144	138
2015	T1	473	406	191	1 070	2015	T1	129	168	146	144

Graphique 10

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



La forte diminution du nombre de faillites d'entreprises occupant du personnel constatée durant le dernier trimestre de 2014 en Région wallonne (-25,2 %) et en Région flamande (-14,8 %) se poursuit encore durant le 1^{er} trimestre 2015 mais dans une moindre mesure : respectivement -6,0 et -0,6 % par rapport à T1 2014. Alors que la Région de Bruxelles-Capitale connaissait encore une assez forte hausse fin 2014 (+12,3 %), on y enregistre aussi une baisse de 4,5 % pour T1 2015. Au niveau du pays, le nombre de faillites d'entreprises avec personnel diminue ainsi de 3,4 %.

3.1.3

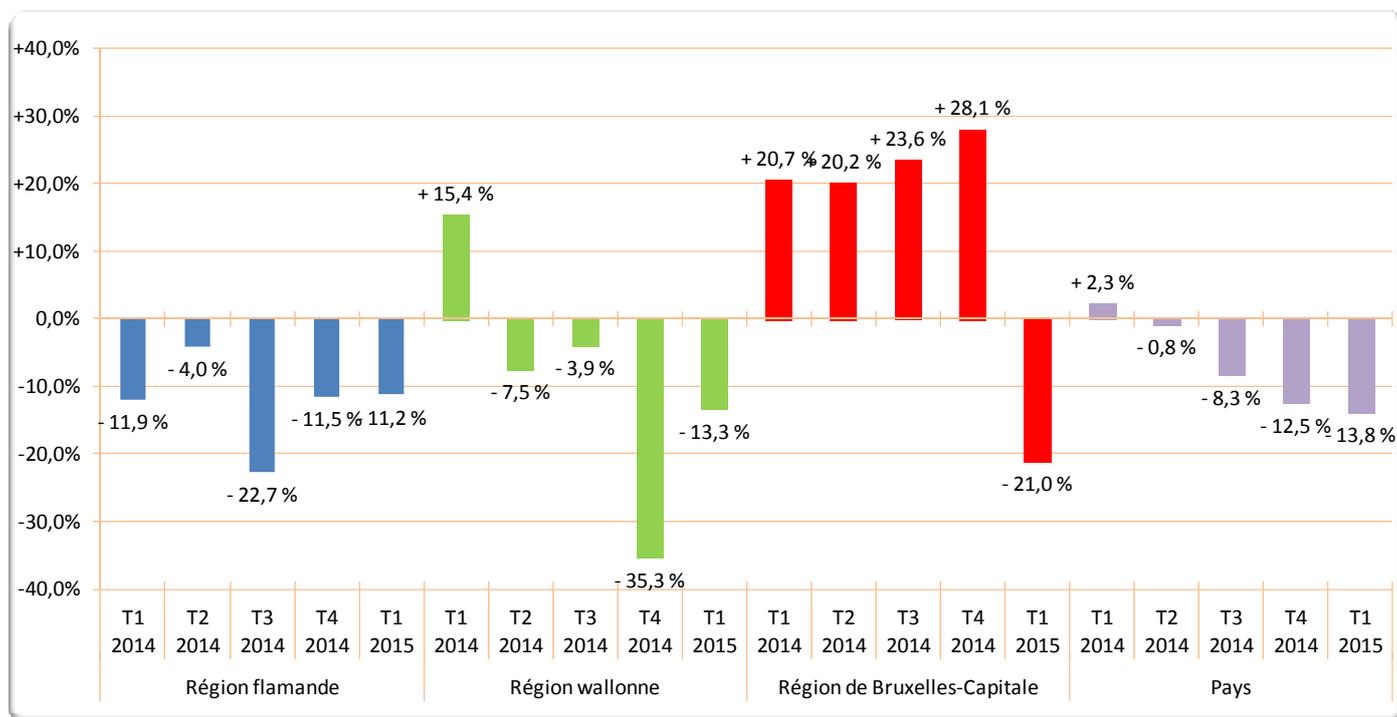
Emplois perdus à la suite de faillites

Tableau 11
Evolution du nombre d'emplois perdus par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	2 639	1 978	1 286	5 903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2 373	2 351	1 251	5 975		T2	100	100	100	100
	T3	1 775	1 613	768	4 156		T3	100	100	100	100
	T4	2 622	1 700	695	5 017		T4	100	100	100	100
	Année	9 409	7 642	4 000	21 051		Année	100	100	100	100
2008	T1	2 976	1 746	1 143	5 865	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2 286	1 794	1 069	5 149		T2	96	76	85	86
	T3	2 249	1 671	852	4 772		T3	127	104	111	115
	T4	3 225	2 153	912	6 290		T4	123	127	131	125
	Année	10 736	7 364	3 976	22 076		Année	114	96	99	105
2009	T1	3 704	1 912	920	6 536	2009	T1	140	97	72	111
	T2	3 323	2 249	1 074	6 646		T2	140	96	86	111
	T3	1 966	1 757	870	4 593		T3	111	109	113	111
	T4	2 378	1 901	1 660	5 939		T4	91	112	239	118
	Année	11 371	7 819	4 524	23 714		Année	121	102	113	113
2010	T1	3 060	2 845	1 035	6 940	2010	T1	116	144	80	118
	T2	2 804	2 162	872	5 838		T2	118	92	70	98
	T3	2 251	1 731	1 017	4 999		T3	127	107	132	120
	T4	2 809	2 104	898	5 811		T4	107	124	129	116
	Année	10 924	8 842	3 822	23 588		Année	116	116	96	112
2011	T1	3 391	2 441	1 336	7 168	2011	T1	128	123	104	121
	T2	3 067	2 284	964	6 315		T2	129	97	77	106
	T3	2 638	1 576	1 434	5 648		T3	149	98	187	136
	T4	2 693	2 173	1 487	6 353		T4	103	128	214	127
	Année	11 789	8 474	5 221	25 484		Année	125	111	131	121
2012	T1	2 990	3 123	1 224	7 337	2012	T1	113	158	95	124
	T2	3 633	2 050	1 282	6 965		T2	153	87	102	117
	T3	2 435	1 828	880	5 143		T3	137	113	115	124
	T4	4 331	1 912	1 853	8 096		T4	165	112	267	161
	Année	13 389	8 913	5 239	27 541		Année	142	117	131	131
2013	T1	4 096	2 691	1 234	8 021	2013	T1	155	136	96	136
	T2	3 368	2 231	1 236	6 835		T2	142	95	99	114
	T3	3 264	2 127	1 179	6 570		T3	184	132	154	158
	T4	4 639	2 645	1 380	8 664		T4	177	156	199	173
	Année	15 367	9 694	5 029	30 090		Année	163	127	126	143
2014	T1	3 610	3 106	1 489	8 205	2014	T1	137	157	116	139
	T2	3 232	2 064	1 486	6 782		T2	136	88	119	114
	T3	2 524	2 045	1 457	6 026		T3	142	127	190	145
	T4	4 106	1 710	1 768	7 584		T4	157	101	254	151
	Année	13 472	8 925	6 200	28 597		Année	143	117	155	136
2015	T1	3 205	2 693	1 176	7 074	2015	T1	121	136	91	120

Graphique 11

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au niveau du pays, l'évolution du nombre de pertes d'emplois à la suite de faillites connaît durant les 4 derniers trimestres une tendance à la baisse de plus en plus prononcée : - 0,8 %, - 8,3 %, - 12,5 % et pour T1 2015, jusqu'à - 13,8 %. Pour T1 2015, cette baisse est significative dans les 3 régions mais est la plus remarquable (- 21 %) en Région de Bruxelles-Capitale qui avait encore enregistré une augmentation considérable (+ 28,1 %) du nombre de pertes d'emplois à la suite de faillites durant le dernier trimestre de 2014.

3.2

Evolution des licenciements collectifs

Tableau 12

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2010	Année	6 134	1 196	5 687	13 017	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1 168	344	518	2 030	2011	T1	100	100	100	100
	T2	563	577	154	1 294		T2	100	100	100	100
	T3	494	355	486	1 335		T3	100	100	100	100
	T4	1 406	239	351	1 996		T4	100	100	100	100
	Année	3 631	1 515	1 509	6 655		Année	59	127	27	51
2012	T1	1 687	1 233	211	3 131	2012	T1	144	358	41	154
	T2	1 837	377	107	2 321		T2	326	65	69	179
	T3	627	118	285	1 030		T3	127	33	59	77
	T4	8 079	1 811	335	10 225		T4	575	758	95	512
	Année	12 230	3 539	938	16 707		Année	199	296	16	128
2013	T1	901	3 336	436	4 673	2013	T1	77	970	84	230
	T2	1 124	559	364	2 047		T2	200	97	236	158
	T3	804	74	93	971		T3	163	21	19	73
	T4	930	154	90	1 174		T4	66	64	26	59
	Année	3 759	4 123	983	8 865		Année	61	345	17	68
2014	T1	1 246	1 189	14	2 449	2014	T1	107	346	3	121
	T2	1 708	234	2 986	4 928		T2	303	41	1 939	381
	T3	228	873	173	1 274		T3	46	246	36	95
	T4	1 333	383	315	2 031		T4	95	160	90	102
	Année	4 515	2 679	3 488	10 682		Année	74	224	61	82
2015	T1	1 082	575	2 675	4 332	2015	T1	93	167	516	213
						2014	T1	100	100	100	100
						2015	T1	87	48	19 107	177

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif a atteint un sommet en 2012 : 16 707 personnes contre 13 017 en 2010. En 2013 avec 8 865 travailleurs concernés, ce nombre a été presque divisé par 2. Pour 2014, ce chiffre est reparti à la hausse. 10 682 travailleurs ont à nouveau été concernés en 2014.

La situation est différente selon la région et le nombre d'annonces de licenciement collectif ne suit pas nécessairement une évolution cyclique. Il est donc très difficile de trouver de vraies tendances.

A un an d'intervalle, au 1^{er} trimestre 2015, une hausse significative du nombre de travailleurs concernés par les annonces de licenciement collectif est enregistrée en Région de Bruxelles-Capitale alors qu'en Région wallonne, on constate une forte baisse que l'on retrouve aussi, dans une moindre mesure, en Région flamande.

Tableau 13

Evolution du nombre de travailleurs concernés par une notification d'un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2010	Année	6 394	1 143	5 325	12 862	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1 149	215	186	1 550	2011	T1	100	100	100	100
	T2	838	860	100	1 798		T2	100	100	100	100
	T3	340	156	559	1 055		T3	100	100	100	100
	T4	363	254	634	1 251		T4	100	100	100	100
	Année	2 690	1 485	1 479	5 654		Année	42	130	28	44
2012	T1	1 174	213	310	1 697	2012	T1	102	99	167	109
	T2	1 272	147	31	1 450		T2	152	17	31	81
	T3	1 079	1 200	225	2 504		T3	317	769	40	237
	T4	1 259	1 039	95	2 393		T4	347	409	15	191
	Année	4 784	2 599	661	8 044		Année	75	227	12	63
2013	T1	1 379	1 710	322	3 411	2013	T1	120	795	173	220
	T2	1 031	582	108	1 721		T2	123	68	108	96
	T3	5 830	94	138	6 062		T3	1 715	60	25	575
	T4	1 132	3 011	374	4 517		T4	312	1 185	59	361
	Année	9 372	5 397	942	15 711		Année	147	472	18	122
2014	T1	652	25	33	710	2014	T1	57	12	18	46
	T2	1 735	873	348	2 956		T2	207	102	348	164
	T3	540	251	183	974		T3	159	161	33	92
	T4	464	715	11	1 190		T4	128	281	2	95
	Année	3 391	1 864	575	5 830		Année	53	163	11	45
2015	T1	986	529	1 923	3 438	2015	T1	86	246	1 034	222
						2014	T1	100	100	100	100
						2015	T1	151	2 116	5 827	484

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La notification clôture la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976 et circonscrit les travailleurs réellement touchés par un licenciement collectif.

Les données chiffrées émanant de la Région de Bruxelles-Capitale reprennent essentiellement les licenciements collectifs qui ont été annoncés et notifiés par le siège central de DELHAIZE. Ces licenciements ont eu aussi des répercussions sur les autres régions où sont situés des magasins touchés par la restructuration et, dès lors, pour les travailleurs qui y travaillent et qui sont visés par le licenciement collectif.

Pour le pays, on dénombre 3 438 travailleurs concernés au 1^{er} trimestre 2015 par une notification de licenciement collectif. Pour le 1^{er} trimestre de l'année, ce nombre est le plus haut enregistré depuis 2010.

3.3

Evolution des créations d'entreprises

Tableau 14
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand⁵

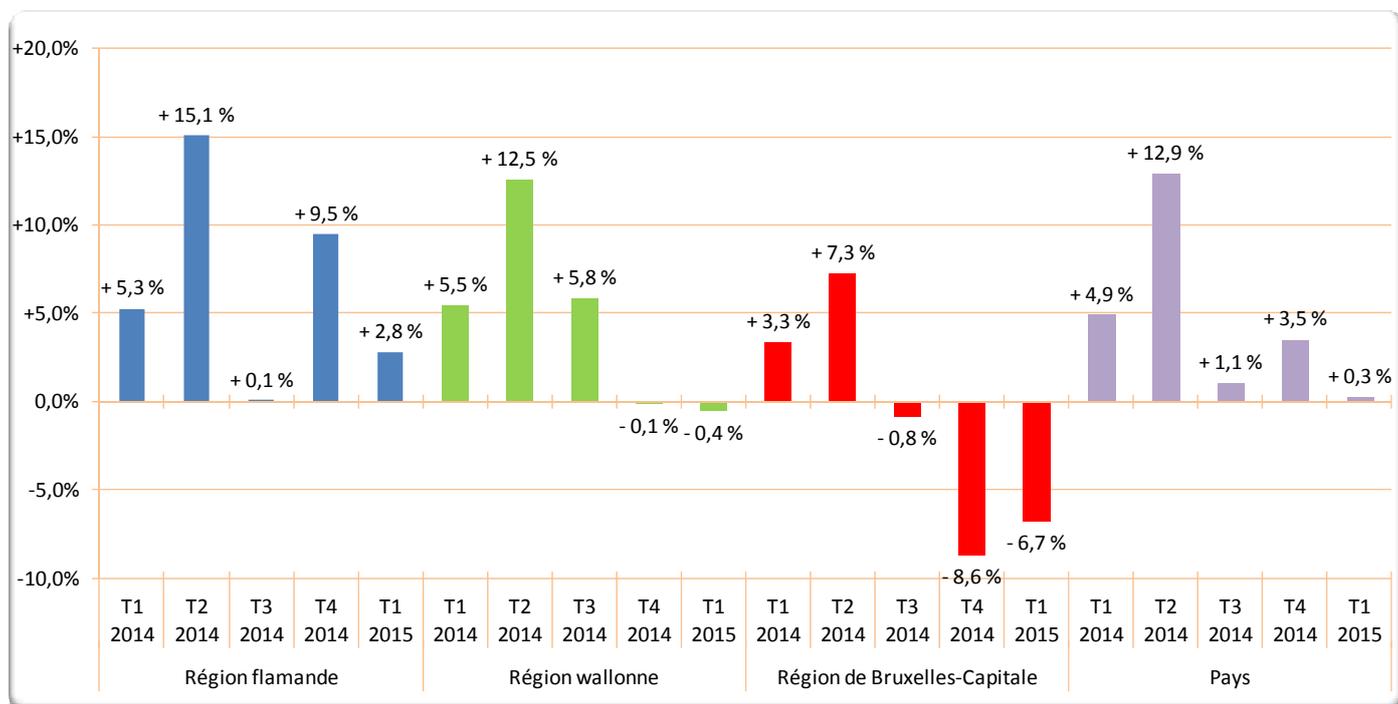
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	4 465	1 579	1 331	1	7 376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3 904	1 438	1 266	3	6 611		T2	100	100	100	100
	T3	3 563	1 269	1 073	0	5 905		T3	100	100	100	100
	T4	4 778	1 616	1 440	3	7 837		T4	100	100	100	100
	Année	16 710	5 902	5 110	7	27 729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4 702	1 675	1 224	4	7 605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4 383	1 579	1 274	22	7 258		T2	112	110	101	110
	T3	3 836	1 238	1 038	17	6 129		T3	108	98	97	104
	T4	4 558	1 526	1 190	8	7 282		T4	95	94	83	93
	Année	17 479	6 018	4 726	51	28 274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4 082	1 498	1 069	8	6 657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3 652	1 321	1 053	4	6 030		T2	94	92	83	91
	T3	3 563	1 216	903	3	5 685		T3	100	96	84	96
	T4	4 695	1 533	1 282	5	7 515		T4	98	95	89	96
	Année	15 992	5 568	4 307	20	25 887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4 802	1 634	1 261	6	7 703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4 082	1 583	1 135	8	6 808		T2	105	110	90	103
	T3	4 123	1 373	1 065	2	6 563		T3	116	108	99	111
	T4	5 202	1 792	1 361	2	8 357		T4	109	111	95	107
	Année	18 209	6 382	4 822	18	29 431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5 136	1 803	1 410	3	8 352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4 655	1 674	1 323	0	7 652		T2	119	116	105	116
	T3	4 138	1 476	1 204	4	6 822		T3	116	116	112	116
	T4	4 979	1 848	1 422	4	8 253		T4	104	114	99	105
	Année	18 908	6 801	5 359	11	31 079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4 514	1 647	1 287	5	7 453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3 643	1 391	1 155	4	6 193		T2	93	97	91	94
	T3	3 126	1 160	984	2	5 272		T3	88	91	92	89
	T4	3 376	1 314	1 134	1	5 825		T4	71	81	79	74
	Année	14 659	5 512	4 560	12	24 743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3 928	1 480	1 288	4	6 700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3 129	1 251	1 098	1	5 479		T2	80	87	87	83
	T3	3 435	1 148	1 053	1	5 637		T3	96	90	98	95
	T4	3 807	1 480	1 425	0	6 712		T4	80	92	99	86
	Année	14 299	5 359	4 864	6	24 528		Année	86	91	95	88
2014	T1	4 135	1 561	1 331	2	7 029	2014	T1	93	99	100	95
	T2	3 600	1 408	1 178	0	6 186		T2	92	98	93	94
	T3	3 437	1 215	1 045	0	5 697		T3	96	96	97	96
	T4	4 168	1 479	1 302	0	6 949		T4	87	92	90	89
	Année	15 340	5 663	4 856	2	25 861		Année	92	96	95	93
2015	T1	4 251	1 554	1 242	0	7 047	2015	T1	95	98	93	96

Source : SPF Economie

⁵ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique ; il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

Graphique 12

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de créations de nouvelles entreprises est reparti à la hausse en 2014. On observe encore une très légère augmentation au 1^{er} trimestre 2015.

Depuis fin 2014, cette évolution est essentiellement tirée par la Région flamande.

4

Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)⁶

4.1 Par région

Tableau 15
Evolution des CCI-DE par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	172 381	217 557	76 200	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	159 319	211 655	74 773	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	160 698	217 023	76 901	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 357	207 060	73 005	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	160 439	213 324	75 220	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	154 948	208 801	74 179	437 929	2008	T1	90	96	97	94
	T2	142 199	199 771	72 107	414 077		T2	89	94	96	93
	T3	148 124	204 485	73 365	425 974		T3	92	94	95	94
	T4	144 776	198 615	72 059	415 450		T4	97	96	99	97
	Année	147 512	202 918	72 928	423 358		Année	92	95	97	94
2009	T1	165 882	207 696	75 226	448 804	2009	T1	96	95	99	96
	T2	167 354	206 049	75 950	449 353		T2	105	97	102	101
	T3	175 749	213 434	79 062	468 245		T3	109	98	103	103
	T4	170 437	205 855	77 161	453 453		T4	114	99	106	106
	Année	169 855	208 258	76 850	454 964		Année	106	98	102	101
2010	T1	182 556	211 855	81 682	476 093	2010	T1	106	97	107	102
	T2	172 108	204 836	79 968	456 911		T2	108	97	107	103
	T3	172 387	209 278	81 590	463 254		T3	107	96	106	102
	T4	165 117	201 698	79 763	446 579		T4	111	97	109	104
	Année	173 042	206 917	80 751	460 709		Année	108	97	107	103
2011	T1	172 272	205 282	81 851	459 404	2011	T1	100	94	107	99
	T2	159 299	196 613	80 002	435 915		T2	100	93	107	98
	T3	163 819	203 722	81 724	449 265		T3	102	94	106	99
	T4	158 997	198 547	79 518	437 062		T4	106	96	109	102
	Année	163 597	201 041	80 774	445 412		Année	102	94	107	99
2012	T1	167 928	202 106	82 069	452 103	2012	T1	97	93	108	97
	T2	159 705	193 589	80 452	433 746		T2	100	91	108	97
	T3	163 015	199 887	82 045	444 947		T3	101	92	107	98
	T4	159 331	196 373	79 123	434 827		T4	107	95	108	101
	Année	162 495	197 989	80 922	441 406		Année	101	93	108	98

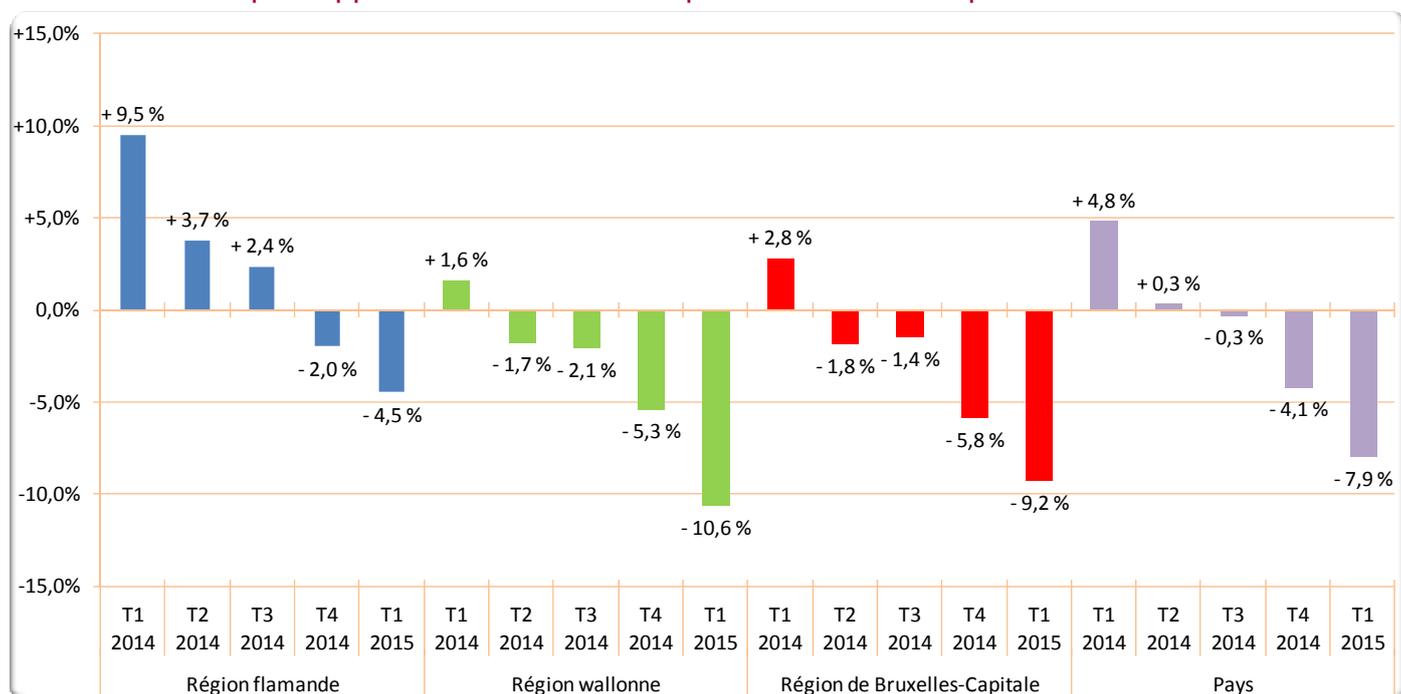
⁶ Le groupe des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) est composé des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base d'un travail à temps plein, des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base des études, des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire et des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un complément d'entreprise.

Tableau 15 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	174 658	205 101	81 301	461 061	2013	T1	101	94	107	99
	T2	170 140	199 235	81 413	450 788		T2	107	94	109	101
	T3	174 538	203 735	82 285	460 558		T3	109	94	107	101
	T4	175 006	202 523	81 204	458 733		T4	117	98	111	107
Année		173 586	202 648	81 551	457 785	Année		108	95	108	102
2014	T1	191 262	208 380	83 566	483 208	2014	T1	111	96	110	104
	T2	176 518	195 822	79 950	452 289		T2	111	93	107	101
	T3	178 641	199 556	81 119	459 316		T3	111	92	105	101
	T4	171 543	191 740	76 472	439 755		T4	115	93	105	102
Année		179 491	198 874	80 277	458 642	Année		112	93	107	102
2015	T1	182 743	186 341	75 861	444 945	2015	T1	106	86	100	95

Graphique 13

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi s'élève en moyenne au 1^{er} trimestre 2015 à 444 945 unités. La baisse à un an d'intervalle qui s'était déjà manifestée durant les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2014 s'est amplifiée au premier trimestre 2015 (- 4,1 % en T4 2014 et - 7,9 % en T1 2015).

Il est important de rappeler, pour l'interprétation des statistiques à partir du 1^{er} janvier 2015, les modifications réglementaires afférentes aux allocations d'insertion. Le droit aux allocations d'insertion a, en effet, été limité à 3 ans ou à 3 ans à partir de 30 ans en fonction de la catégorie familiale. Cette modification réglementaire date de fin 2011 mais elle n'a produit ses effets qu'à partir du 1^{er} janvier 2015. Selon les chiffres provisoires (qui pourraient encore légèrement évoluer), 20 635 chômeurs percevant des allocations d'insertion au cours des mois précédents sont arrivés en fin de droit à ces allocations au cours de T1 2015. Un certain nombre d'entre eux, toutefois, sont sortis du chômage pour d'autres raisons, notamment une reprise d'emploi. Il faut également rappeler que cette nouvelle réglementation est structurelle et engendre, chaque mois, un certain nombre de fins de droit supplémentaires. Les constatations qui suivent doivent donc être interprétées à la lumière de cette modification réglementaire.

Ainsi, du fait que les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale comptent proportionnellement plus d'allocataires d'insertion, en particulier de longue durée, que la Région flamande, la diminution (sur base annuelle) en T1 2015 est la plus forte dans ces 2 régions : respectivement, - 10,6 % et - 9,2 % en T1 2015 contre - 4,5 % en Région flamande

4.2

Par sexe

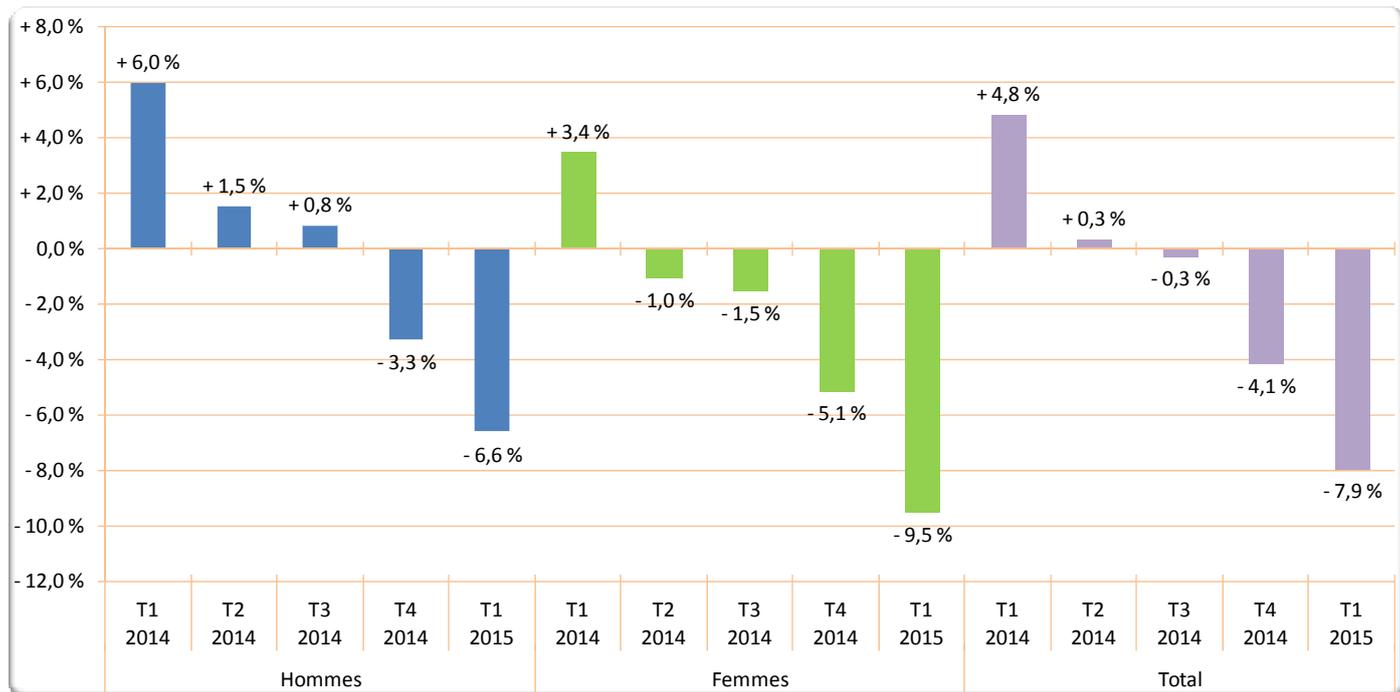
Tableau 16

Evolution des CCI-DE par sexe

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	225 640	240 498	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	214 680	231 066	445 747		T2	100	100	100
	T3	217 178	237 444	454 622		T3	100	100	100
	T4	208 045	221 377	429 422		T4	100	100	100
	Année	216 386	232 596	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	214 914	223 015	437 929	2008	T1	95	93	94
	T2	201 704	212 374	414 077		T2	94	92	93
	T3	206 275	219 699	425 974		T3	95	93	94
	T4	206 063	209 387	415 450		T4	99	95	97
	Année	207 239	216 119	423 358		Année	96	93	94
2009	T1	229 931	218 873	448 804	2009	T1	102	91	96
	T2	232 250	217 102	449 353		T2	108	94	101
	T3	241 674	226 571	468 245		T3	111	95	103
	T4	236 769	216 684	453 453		T4	114	98	106
	Année	235 156	219 808	454 964		Année	109	95	101
2010	T1	251 046	225 047	476 093	2010	T1	111	94	102
	T2	238 964	217 947	456 911		T2	111	94	103
	T3	239 421	223 833	463 254		T3	110	94	102
	T4	231 898	214 680	446 579		T4	111	97	104
	Année	240 332	220 377	460 709		Année	111	95	103
2011	T1	239 755	219 649	459 404	2011	T1	106	91	99
	T2	225 768	210 147	435 915		T2	105	91	98
	T3	231 256	218 008	449 265		T3	106	92	99
	T4	226 404	210 658	437 062		T4	109	95	102
	Année	230 796	214 616	445 412		Année	107	92	99
2012	T1	237 296	214 807	452 103	2012	T1	105	89	97
	T2	227 289	206 457	433 746		T2	106	89	97
	T3	231 702	213 245	444 947		T3	107	90	98
	T4	229 990	204 837	434 827		T4	111	93	101
	Année	231 569	209 836	441 406		Année	107	90	98
2013	T1	248 783	212 277	461 061	2013	T1	110	88	99
	T2	242 533	208 254	450 788		T2	113	90	101
	T3	245 779	214 778	460 558		T3	113	90	101
	T4	246 432	212 300	458 733		T4	118	96	107
	Année	245 882	211 903	457 785		Année	114	91	102
2014	T1	263 618	219 590	483 208	2014	T1	117	91	104
	T2	246 192	206 098	452 289		T2	115	89	101
	T3	247 785	211 531	459 316		T3	114	89	101
	T4	238 342	201 413	439 755		T4	115	91	102
	Année	248 984	209 658	458 642		Année	115	90	102
2015	T1	246 207	198 738	444 945	2015	T1	109	83	95

Graphique 14

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage masculin et le chômage féminin évoluent de manière très différente. Le chômage complet féminin est, en effet, nettement moins sensible à l'évolution de la conjoncture. Il est d'ailleurs resté en deçà des 100 points sur toute la période, c-à-d sous le niveau d'avant la crise. De T2 2013 à T1 2014, le chômage complet féminin avait à nouveau légèrement augmenté mais depuis T2 2014, il baisse à nouveau à un an d'intervalle (- 9,5 % en T1 2015).

En revanche, le chômage complet masculin suit bien davantage l'évolution de la conjoncture. Nonobstant le léger redressement conjoncturel entre T3 2010 et T1 2012 au cours duquel le chômage complet masculin a baissé, ce dernier n'a jamais retrouvé le niveau d'avant la crise. En 2012, la conjoncture économique s'est à nouveau renversée. Ce revirement de tendance s'est très vite répercuté sur le chômage complet masculin. Depuis le 2^{ème} trimestre 2012, à un an d'intervalle, la hausse a été continue. Toutefois, depuis le 1^{er} trimestre 2014, elle s'est ralentie et à partir de T4 2014, on a enregistré aussi chez les hommes une baisse : - 3,3 % en T4 2014 et - 6,6 % en T1 2015.

La diminution des 2 derniers trimestres n'empêche pas que le chômage complet des hommes avec 246 207 unités en T1 2015 reste encore toujours de 9 % supérieur à celui enregistré en 2007, année précédant la crise économique. Quant aux femmes en chômage complet, elles sont 17 % moins nombreuses en T1 2015 qu'en T1 2007.

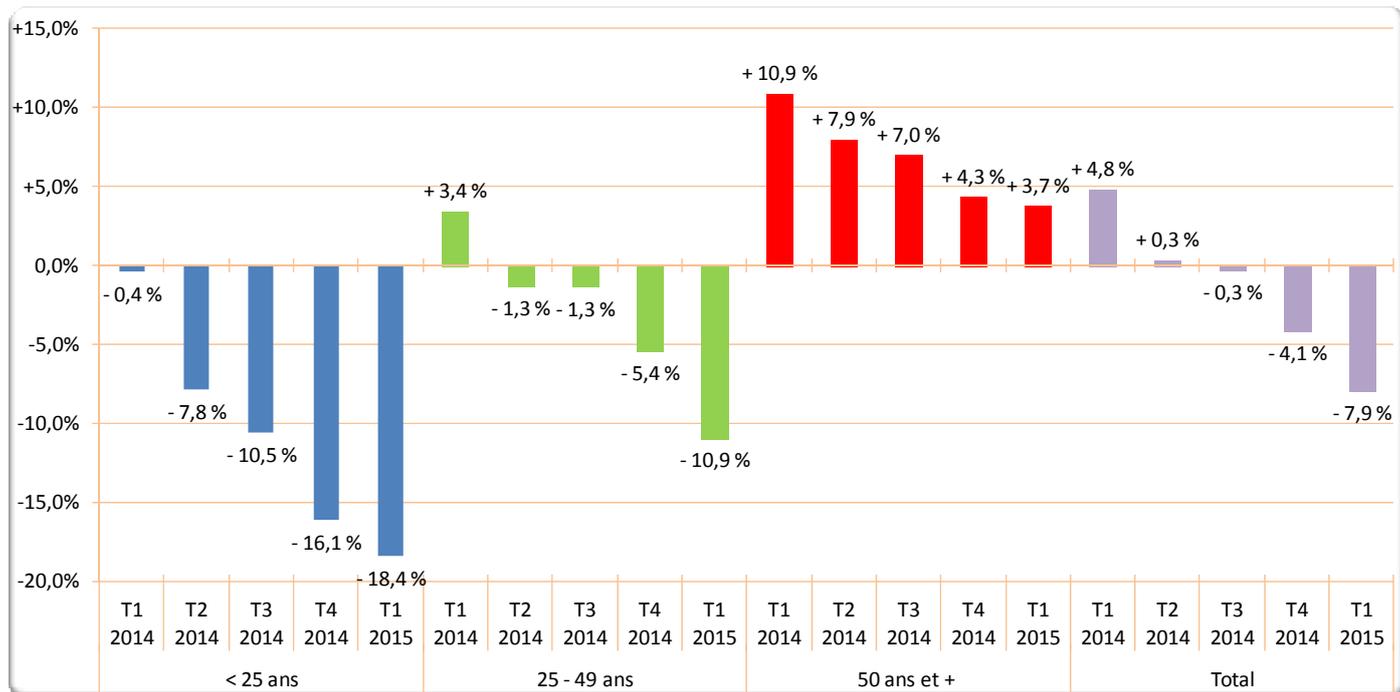
4.3 Par classe d'âge

Tableau 17
Evolution des CCI-DE par classe d'âge

		< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total			< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	65 548	301 684	98 906	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	61 332	284 715	99 700	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	66 695	286 518	101 409	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	60 403	268 214	100 805	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	63 494	285 283	100 205	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	60 249	274 011	103 669	437 929	2008	T1	92	91	105	94
	T2	56 209	256 212	101 656	414 077		T2	92	90	102	93
	T3	61 542	261 814	102 618	425 974		T3	92	91	101	94
	T4	58 568	253 902	102 980	415 450		T4	97	95	102	97
	Année	59 142	261 485	102 731	423 358		Année	93	92	103	94
2009	T1	64 101	276 531	108 172	448 804	2009	T1	98	92	109	96
	T2	64 622	275 557	109 174	449 353		T2	105	97	110	101
	T3	70 895	285 288	112 061	468 245		T3	106	100	111	103
	T4	65 973	275 030	112 450	453 453		T4	109	103	112	106
	Année	66 398	278 102	110 464	454 964		Année	105	97	110	101
2010	T1	67 732	290 858	117 503	476 093	2010	T1	103	96	119	102
	T2	63 420	277 018	116 473	456 911		T2	103	97	117	103
	T3	67 145	278 971	117 138	463 254		T3	101	97	116	102
	T4	61 554	268 498	116 526	446 579		T4	102	100	116	104
	Année	64 963	278 836	116 910	460 709		Année	102	98	117	103
2011	T1	61 169	278 715	119 521	459 404	2011	T1	93	92	121	99
	T2	55 946	262 044	117 924	435 915		T2	91	92	118	98
	T3	62 254	268 162	118 849	449 265		T3	93	94	117	99
	T4	58 852	260 182	118 028	437 062		T4	97	97	117	102
	Année	59 555	267 276	118 580	445 412		Année	94	94	118	99
2012	T1	59 008	273 184	119 911	452 103	2012	T1	90	91	121	97
	T2	52 746	262 778	118 222	433 746		T2	86	92	119	97
	T3	56 417	270 031	118 499	444 947		T3	85	94	117	98
	T4	58 357	260 840	115 630	434 827		T4	97	97	115	101
	Année	56 632	266 708	118 065	441 406		Année	89	93	118	98
2013	T1	62 358	281 166	117 537	461 061	2013	T1	95	93	119	99
	T2	57 193	273 905	119 690	450 788		T2	93	96	120	101
	T3	58 457	279 166	122 935	460 558		T3	88	97	121	101
	T4	60 332	273 364	125 037	458 733		T4	100	102	124	107
	Année	59 585	276 900	121 300	457 785		Année	94	97	121	102
2014	T1	62 134	290 735	130 338	483 208	2014	T1	95	96	132	104
	T2	52 721	270 379	129 189	452 289		T2	86	95	130	101
	T3	52 293	275 531	131 492	459 316		T3	78	96	130	101
	T4	50 627	258 696	130 431	439 755		T4	84	96	129	102
	Année	54 444	273 835	130 363	458 642		Année	86	96	130	102
2015	T1	50 693	259 045	135 207	444 945	2015	T1	77	86	137	95

Graphique 15

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution récente du chômage complet, à un an d'intervalle, varie considérablement d'une classe d'âge à l'autre: Dans les classes d'âge inférieures à 50 ans, le nombre de chômeurs complets a diminué en 2014 alors que la classe d'âge des 50 ans et + connaissait déjà depuis longtemps une augmentation. En T1 2015, la baisse (sur base annuelle) est de 18,4 % pour la classe d'âge inférieure à 25 ans et de 10,9 % pour celle de 25 à 49 ans. Pour le même trimestre, sur base annuelle, la hausse atteint les 3,7 % chez les 50 ans et + .

La diminution dans les classes d'âge inférieures à 50 ans est en premier lieu due à l'amélioration de la conjoncture qui (en particulier chez les plus jeunes) a été renforcée par l'introduction du plan ACTIVA pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans et par le renforcement du suivi du comportement de recherche d'emploi pour les bénéficiaires d'allocations d'insertion. Ensuite, cette baisse a bien entendu aussi résulté de la modification réglementaire afférente aux allocations d'insertion qui a eu un impact sur les classes d'âge inférieures à 50 ans.

La hausse dans la classe d'âge des 50 ans et + s'explique par le relèvement de l'âge à partir duquel une demande de dispense d'inscription comme demandeur d'emploi peut être introduite. Cet âge a été porté à 60 ans au 1er janvier 2013. De ce fait, bon nombre de chômeurs âgés de 58 et 59 ans qui pouvaient auparavant demander cette dispense restent demandeurs d'emploi. Depuis le 1er janvier 2015, des restrictions ont été apportées à la possibilité de demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi pour les nouveaux entrants âgés de 60 ans ou plus. Les effets de cette évolution réglementaire ne se font plus ressentir, en T1 2015, que chez les chômeurs âgés de 59 ans ou plus. En T1 2015, on enregistre une hausse de 11 868 chômeurs complets de 59 ans ou plus par rapport à T1 2014 (+ 79 %). La hausse est dans la continuité de la tendance observée déjà depuis 2002, à savoir un nombre croissant de chômeurs complets demandeurs d'emploi de 50 ans et + résultant du relèvement progressif de l'âge à partir duquel une demande de dispense d'inscription comme demandeur d'emploi peut être introduite (à partir de 2002, de 50 à 58 ans et à partir du 1er janvier 2013, de 58 à 60 ans) combiné à l'augmentation de la population active dans cette même classe d'âge: + 57,5 % entre T4 2004 et T4 2014⁷.

Par contre, le nombre de chômeurs indemnisés demandeurs d'emploi âgés de 50 à 58 ans a régressé de 7 000 unités (- 6,1%) entre T1 2014 et T1 2015.

⁷ Eurostat – Chiffres de la population en milliers EFT (lfsq_pganws)

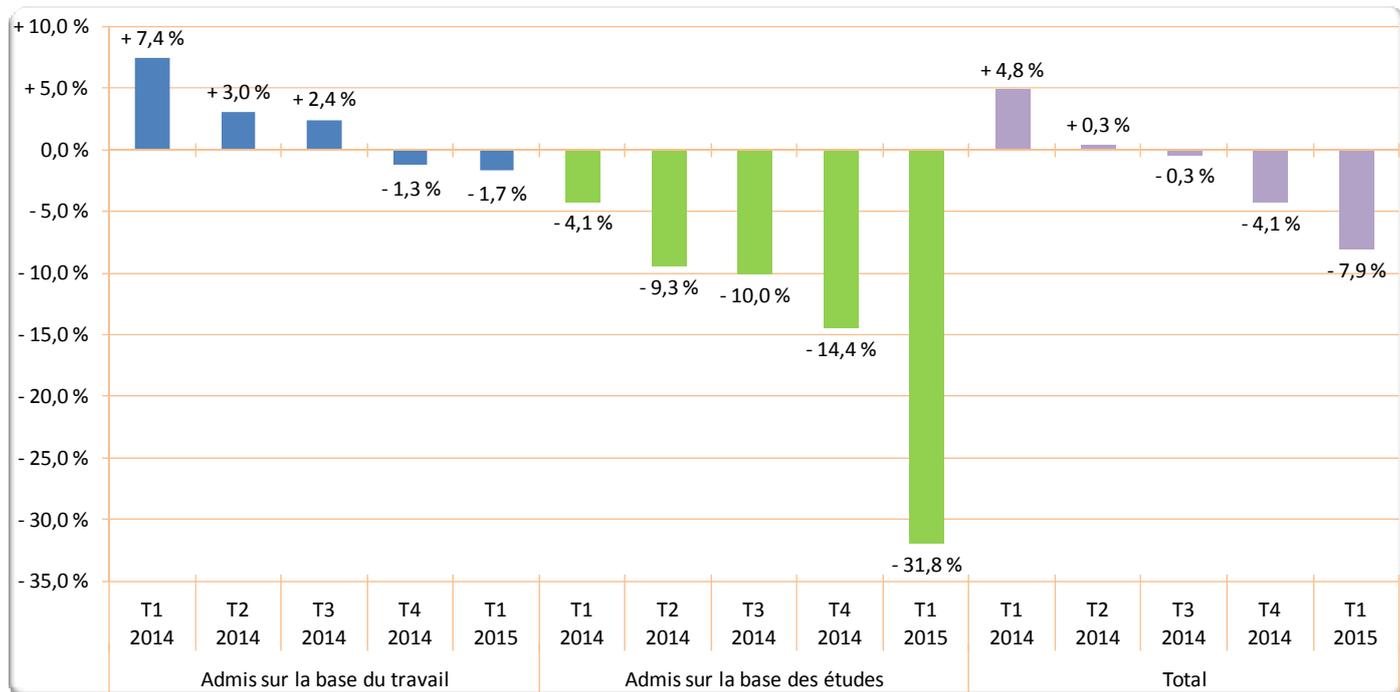
4.4 Par base d'admission

Tableau 18
Evolution des CCI-DE par base d'admission

		Admis sur la base du travail	Admis sur la base des études	Total			Admis sur la base du travail à temps plein	Admis sur la base des études	Total
2007	T1	347 697	118 441	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	332 165	113 582	445 747		T2	100	100	100
	T3	333 409	121 213	454 622		T3	100	100	100
	T4	316 851	112 570	429 422		T4	100	100	100
	Année	332 530	116 452	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	326 846	111 082	437 929	2008	T1	94	94	94
	T2	308 560	105 517	414 077		T2	93	93	93
	T3	314 584	111 390	425 974		T3	94	92	94
	T4	309 829	105 621	415 450		T4	98	94	97
	Année	314 955	108 403	423 358		Année	95	93	94
2009	T1	340 648	108 156	448 804	2009	T1	98	91	96
	T2	342 039	107 314	449 353		T2	103	94	101
	T3	352 906	115 339	468 245		T3	106	95	103
	T4	344 492	108 961	453 453		T4	109	97	106
	Année	345 021	109 943	454 964		Année	104	94	101
2010	T1	365 157	110 936	476 093	2010	T1	105	94	102
	T2	349 260	107 651	456 911		T2	105	95	103
	T3	349 431	113 823	463 254		T3	105	94	102
	T4	339 119	107 460	446 579		T4	107	95	104
	Année	350 742	109 967	460 709		Année	105	94	103
2011	T1	352 234	107 171	459 404	2011	T1	101	90	99
	T2	334 909	101 005	435 915		T2	101	89	98
	T3	339 889	109 375	449 265		T3	102	90	99
	T4	331 961	105 101	437 062		T4	105	93	102
	Année	339 748	105 663	445 412		Année	102	91	99
2012	T1	348 022	104 081	452 103	2012	T1	100	88	97
	T2	337 073	96 673	433 746		T2	101	85	97
	T3	343 837	101 111	444 947		T3	103	83	98
	T4	333 037	101 790	434 827		T4	105	90	101
	Année	340 492	100 914	441 406		Année	102	87	98
2013	T1	357 217	103 843	461 061	2013	T1	103	88	99
	T2	353 083	97 705	450 788		T2	106	86	101
	T3	361 178	99 380	460 558		T3	108	82	101
	T4	358 431	100 302	458 733		T4	113	89	107
	Année	357 477	100 308	457 785		Année	108	86	102
2014	T1	383 615	99 593	483 208	2014	T1	110	84	104
	T2	363 686	88 603	452 289		T2	109	78	101
	T3	369 829	89 487	459 316		T3	111	74	101
	T4	353 855	85 900	439 755		T4	112	76	102
	Année	367 746	90 896	458 642		Année	111	78	102
2015	T1	377 059	67 886	444 945	2015	T1	108	57	95

Graphique 16

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



La hausse, sur base annuelle, du nombre de CCI-DE admis sur la base du travail s'est accrue progressivement au cours de l'année 2013 pour atteindre + 7,5 % au 4^{ème} trimestre 2013. Depuis lors, cette hausse s'est progressivement réduite. En T4 2014 et en T1 2015, on enregistre même une légère diminution de respectivement : - 1,3 et - 1,7 %.

Le nombre de CCI-DE admis sur la base des études diminue, à un an d'intervalle, depuis déjà 19 trimestres (à l'exception de T2 2013). Influencée au départ par le plan win win, cette baisse s'est encore accentuée en 2014 pour atteindre - 14,4 % en T4 2014 sous l'effet du plan ACTIVA pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans, du renforcement du suivi du comportement de recherche d'emploi pour les bénéficiaires d'allocations d'insertion et de l'introduction de ce suivi pour les jeunes en stage d'insertion. Compte tenu des fins de droits pour un certain nombre d'allocataires d'insertion à partir du 1^{er} janvier 2015, cette diminution a atteint - 31,8 % en T1 2015

4.5

Par durée de chômage

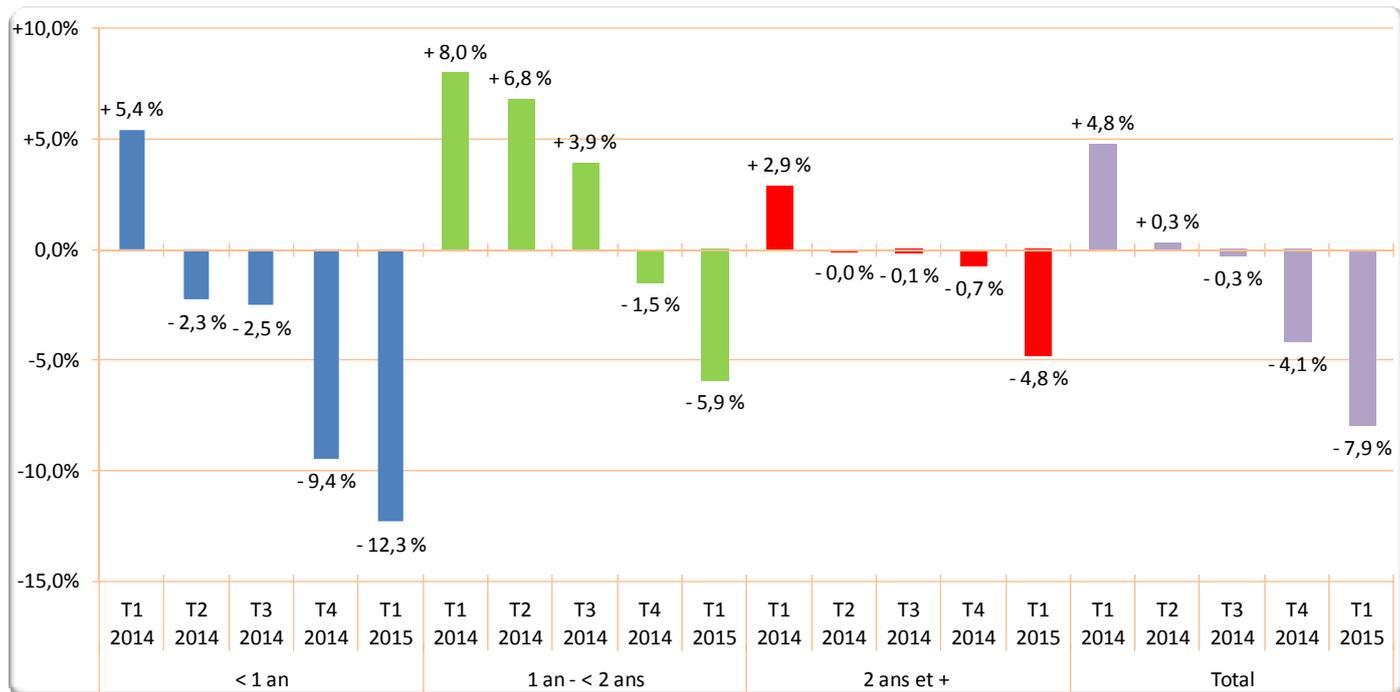
Tableau 19

Evolution des CCI-DE par durée de chômage

		< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total			< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total
2007	T1	147 851	74 983	243 304	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	134 250	72 018	239 479	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	142 885	72 619	239 118	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	136 776	66 577	226 068	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	140 440	71 549	236 992	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	147 214	67 592	223 123	437 929	2008	T1	100	90	92	94
	T2	133 576	65 076	215 426	414 077		T2	99	90	90	93
	T3	143 161	67 641	215 173	425 974		T3	100	93	90	94
	T4	144 638	65 013	205 798	415 450		T4	106	98	91	97
	Année	142 147	66 330	214 880	423 358		Année	101	93	91	94
2009	T1	170 452	70 843	207 509	448 804	2009	T1	115	94	85	96
	T2	170 691	72 628	206 034	449 353		T2	127	101	86	101
	T3	178 955	79 765	209 524	468 245		T3	125	110	88	103
	T4	169 562	80 309	203 582	453 453		T4	124	121	90	106
	Année	172 415	75 886	206 662	454 964		Année	123	106	87	101
2010	T1	176 008	90 766	209 319	476 093	2010	T1	119	121	86	102
	T2	158 555	90 613	207 743	456 911		T2	118	126	87	103
	T3	159 582	91 987	211 684	463 254		T3	112	127	89	102
	T4	154 967	83 693	207 918	446 579		T4	113	126	92	104
	Année	162 278	89 265	209 166	460 709		Année	116	125	88	103
2011	T1	163 822	83 038	212 544	459 404	2011	T1	111	111	87	99
	T2	149 206	77 571	209 138	435 915		T2	111	108	87	98
	T3	157 383	78 879	213 003	449 265		T3	110	109	89	99
	T4	156 397	74 183	206 482	437 062		T4	114	111	91	102
	Année	156 702	78 418	210 292	445 412		Année	112	110	89	99
2012	T1	168 427	76 710	206 965	452 103	2012	T1	114	102	85	97
	T2	153 511	76 052	204 183	433 746		T2	114	106	85	97
	T3	157 719	80 589	206 639	444 947		T3	110	111	86	98
	T4	159 055	77 224	198 548	434 827		T4	116	116	88	101
	Année	159 678	77 644	204 084	441 406		Année	114	109	86	98
2013	T1	178 956	82 009	200 096	461 061	2013	T1	121	109	82	99
	T2	170 385	79 225	201 178	450 788		T2	127	110	84	101
	T3	170 560	84 121	205 877	460 558		T3	119	116	86	101
	T4	173 307	82 966	202 459	458 733		T4	127	125	90	107
	Année	173 302	82 080	202 403	457 785		Année	123	115	85	102
2014	T1	188 684	88 585	205 939	483 208	2014	T1	128	118	85	104
	T2	166 514	84 626	201 150	452 289		T2	124	118	84	101
	T3	166 289	87 422	205 604	459 316		T3	116	120	86	101
	T4	156 949	81 759	201 047	439 755		T4	115	123	89	102
	Année	169 609	85 598	203 435	458 642		Année	121	120	86	102
2015	T1	165 442	83 389	196 114	444 945	2015	T1	112	111	81	95

Graphique 17

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du chômage complet de courte durée (de moins d'un an) indique de manière précise le moment où la crise impacte le marché de l'emploi. C'est à partir du 1^{er} trimestre 2009 que le chômage de courte durée entame une progression considérable à un an d'intervalle : + 15,8 % en T1 2009, + 27,8 % en T2 2009 et + 25,0 % en T3 2009. Cette hausse perdure jusqu'au 1^{er} trimestre 2010. Par la suite, le chômage de courte durée se replie et se stabilise jusqu'en fin 2012. L'année 2013 constitue un tournant : durant toute cette année, le chômage de moins d'un an repart à la hausse. Au 1^{er} trimestre 2014, cette hausse atteint un sommet (188 684 paiements). Depuis le 2^{ème} trimestre 2014, le chômage de courte durée a renoué avec la baisse qui s'est renforcée à partir de T4 2014 (- 9,4 % en T4 2014 et - 12,3 % en T1 2015).

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans a atteint un sommet durant le 3^{ème} trimestre 2010 (91 987 paiements). Au cours des 2 années suivantes, il se replie sous l'effet du renforcement des mesures d'activation. Depuis le début 2013, le nombre de chômeurs de 1 à moins de 2 ans progresse de nouveau et ce, jusqu'au 3^{ème} trimestre 2014. En T4 2014 et en T1 2015, on enregistre à nouveau, à un an d'intervalle, un recul de respectivement - 1,5 et - 5,9 %.

Enfin, le chômage complet de 2 ans et + a connu une évolution particulière. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres-services a contribué à une évolution à la baisse du chômage de longue durée. Une exception dans cette période de baisse, les années 2010 et 2011 qui ont connu une certaine stabilisation résultant d'entrées plus importantes durant les années de crise 2009 et 2010. Durant les trimestres suivants, on a connu une longue période de baisse qui n'a été interrompue que brièvement en T4 2013 et T1 2014. La diminution de 4,8 % enregistrée en T1 2015 est la plus forte en 6 ans. Elle résulte notamment de la modification réglementaire relative au droit aux allocations d'insertion.

4.6

Par catégorie familiale

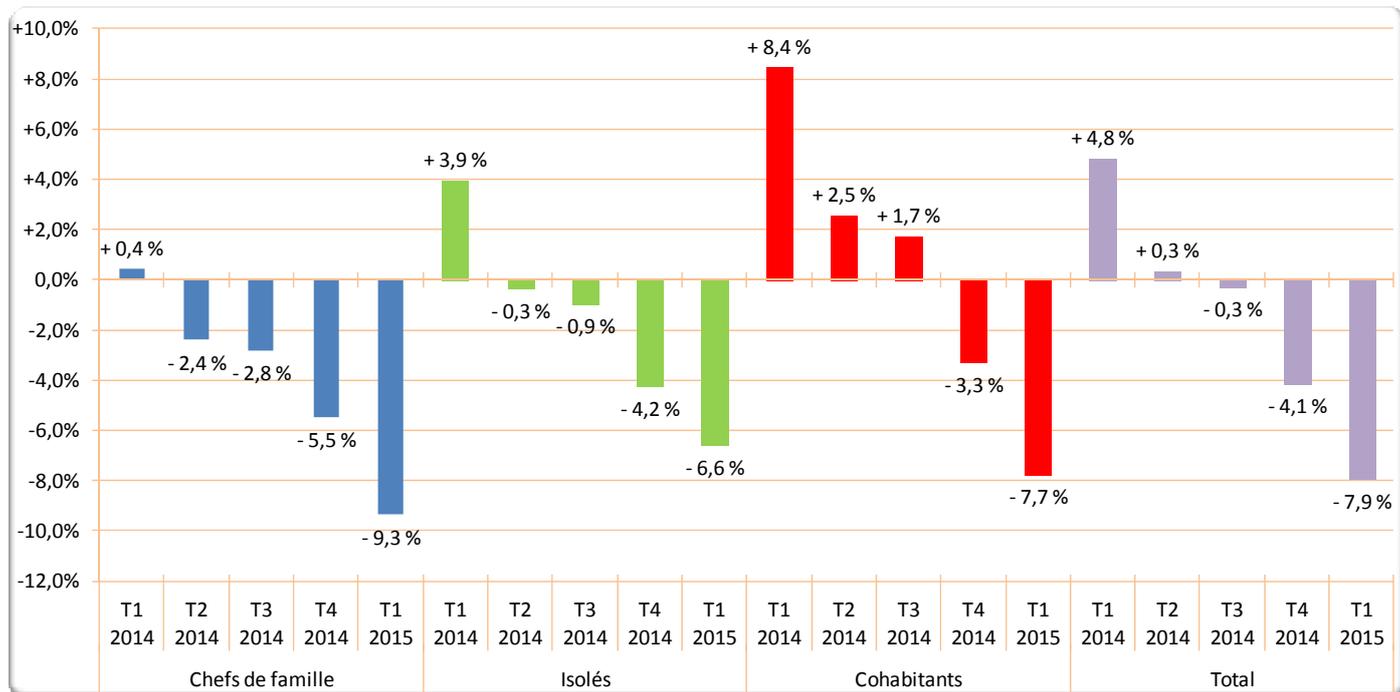
Tableau 20

Evolution des CCI-DE par catégorie familiale

		Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Autres	Total			Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Total
2007	T1	161 929	110 226	193 829	154	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	156 841	105 518	183 253	135	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	157 406	106 575	190 527	114	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 040	102 918	177 323	141	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	156 304	106 309	186 233	136	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	149 838	105 449	182 483	159	437 929	2008	T1	93	96	94	94
	T2	143 361	100 096	170 511	109	414 077		T2	91	95	93	93
	T3	145 397	100 797	179 645	135	425 974		T3	92	95	94	94
	T4	140 942	100 131	174 212	165	415 450		T4	95	97	98	97
	Année	144 884	101 619	176 713	142	423 358		Année	93	96	95	94
2009	T1	147 093	108 152	193 433	127	448 804	2009	T1	91	98	100	96
	T2	147 072	108 437	193 677	166	449 353		T2	94	103	106	101
	T3	150 441	111 827	205 854	123	468 245		T3	96	105	108	103
	T4	145 065	110 426	197 797	165	453 453		T4	97	107	112	106
	Année	147 418	109 710	197 690	145	454 964		Année	94	103	106	101
2010	T1	149 542	117 051	209 333	167	476 093	2010	T1	92	106	108	102
	T2	145 942	112 617	198 217	135	456 911		T2	93	107	108	103
	T3	147 438	112 682	203 100	35	463 254		T3	94	106	107	102
	T4	142 224	110 736	193 612	6	446 579		T4	95	108	109	104
	Année	146 286	113 272	201 065	86	460 709		Année	94	107	108	103
2011	T1	144 698	114 215	200 486	5	459 404	2011	T1	89	104	103	99
	T2	140 040	108 634	187 235	6	435 915		T2	89	103	102	98
	T3	142 581	109 706	196 974	4	449 265		T3	91	103	103	99
	T4	137 347	107 899	191 813	3	437 062		T4	92	105	108	102
	Année	141 167	110 113	194 127	5	445 412		Année	90	104	104	99
2012	T1	139 292	112 467	200 339	5	452 103	2012	T1	86	102	103	97
	T2	135 594	108 697	189 455	1	433 746		T2	86	103	103	97
	T3	137 822	109 589	197 537	0	444 947		T3	88	103	104	98
	T4	132 245	106 317	195 567	697	434 827		T4	89	103	110	101
	Année	136 238	109 267	195 724	176	441 406		Année	87	103	105	98
2013	T1	136 049	112 680	211 633	699	461 061	2013	T1	84	102	109	99
	T2	134 632	110 937	205 108	111	450 788		T2	86	105	112	101
	T3	136 573	111 950	212 007	28	460 558		T3	87	105	111	101
	T4	133 312	111 270	214 134	17	458 733		T4	89	108	121	107
	Année	135 141	111 709	210 720	214	457 785		Année	86	105	113	102
2014	T1	136 611	117 114	229 472	11	483 208	2014	T1	84	106	118	104
	T2	131 401	110 555	210 330	3	452 289		T2	84	105	115	101
	T3	132 737	110 896	215 682	2	459 316		T3	84	104	113	101
	T4	126 034	106 577	207 143	1	439 755		T4	85	104	117	102
	Année	131 696	111 285	215 657	4	458 642		Année	84	105	116	102
2015	T1	123 843	109 385	211 712	4	444 945	2015	T1	76	99	109	95

Graphique 18

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Par rapport à 2007, en 2014, le nombre de cohabitants a augmenté de 16 % et le nombre d'isolés de 5 %. A l'inverse, le nombre de chefs de famille a diminué de 16 %.

A un an d'intervalle, on enregistre, au 1^{er} trimestre 2015, une baisse dans chacune des catégories familiales : - 9,3 % pour les chefs de famille, - 6,6 % pour les isolés et - 7,7 % pour les cohabitants.

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

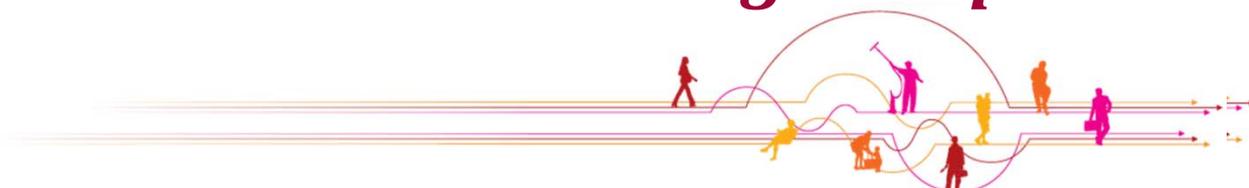


Tableau 21

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

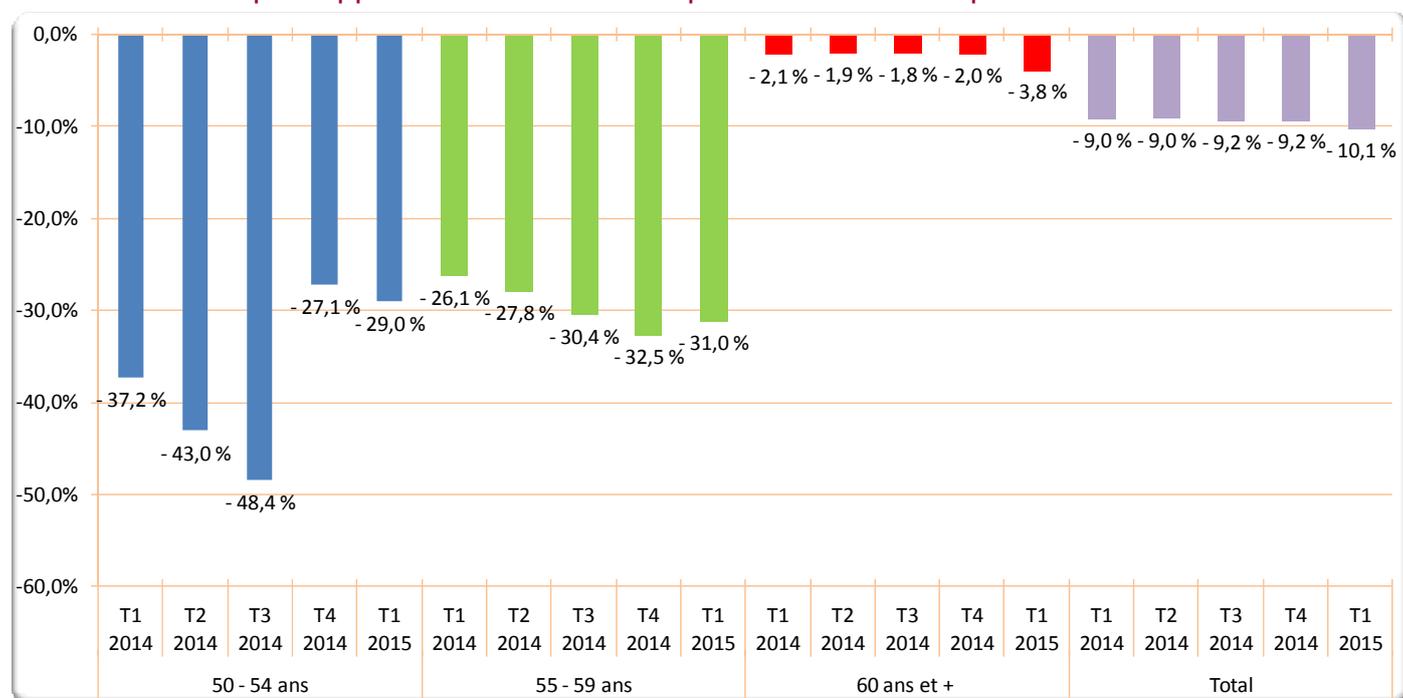
	T1 2007		T1 2014		T1 2015		Evol. T1 2007 - T1 2015	Evol. T1 2014 - T1 2015
Sexe								
Hommes	148 345	66,1 %	109 799	63,6 %	99 588	64,1 %	- 32,9 %	- 9,3 %
Femmes	75 995	33,9 %	62 915	36,4 %	55 674	35,9 %	- 26,7 %	- 11,5 %
Age								
50 - 54 ans	6 647	3,0 %	637	0,4 %	452	0,3 %	- 93,2 %	- 29,0 %
55 - 59 ans	101 526	45,2 %	39 552	22,9 %	27 273	17,6 %	- 73,1 %	- 31,0 %
60 ans et +	116 332	51,8 %	132 557	76,7 %	127 537	82,1 %	+ 9,6 %	- 3,8 %
BC								
BC Anvers	17 345	7,7 %	13 375	7,7 %	12 004	7,7 %	- 30,8 %	- 10,3 %
BC Bruxelles	15 929	7,1 %	10 516	6,1 %	9 128	5,9 %	- 42,7 %	- 13,2 %
BC Liège	14 993	6,7 %	10 174	5,9 %	9 277	6,0 %	- 38,1 %	- 8,8 %
BC Hasselt	14 375	6,4 %	10 651	6,2 %	9 470	6,1 %	- 34,1 %	- 11,1 %
BC Gand	13 497	6,0 %	10 653	6,2 %	9 533	6,1 %	- 29,4 %	- 10,5 %
BC Charleroi	11 999	5,3 %	8 706	5,0 %	8 225	5,3 %	- 31,5 %	- 5,5 %
BC Turnhout	11 598	5,2 %	9 959	5,8 %	9 064	5,8 %	- 21,9 %	- 9,0 %
BC Vilvorde	11 088	4,9 %	8 758	5,1 %	7 879	5,1 %	- 28,9 %	- 10,0 %
BC Louvain	9 168	4,1 %	7 310	4,2 %	6 580	4,2 %	- 28,2 %	- 10,0 %
BC Malines	7 938	3,5 %	6 228	3,6 %	5 557	3,6 %	- 30,0 %	- 10,8 %
BC Courtrai	7 682	3,4 %	6 517	3,8 %	5 977	3,8 %	- 22,2 %	- 8,3 %
BC La Louvière	7 102	3,2 %	5 472	3,2 %	4 894	3,2 %	- 31,1 %	- 10,6 %
BC Nivelles	6 525	2,9 %	5 105	3,0 %	4 599	3,0 %	- 29,5 %	- 9,9 %
BC Bruges	6 493	2,9 %	4 874	2,8 %	4 377	2,8 %	- 32,6 %	- 10,2 %
BC Alost	6 139	2,7 %	4 607	2,7 %	4 062	2,6 %	- 33,8 %	- 11,8 %
BC Roulers	5 859	2,6 %	5 317	3,1 %	4 920	3,2 %	- 16,0 %	- 7,5 %
BC Saint-Nicolas	5 656	2,5 %	4 143	2,4 %	3 780	2,4 %	- 33,2 %	- 8,8 %
BC Namur	5 652	2,5 %	4 800	2,8 %	4 377	2,8 %	- 22,5 %	- 8,8 %
BC Ostende	5 497	2,4 %	4 564	2,6 %	4 154	2,7 %	- 24,4 %	- 9,0 %
BC Tongres	5 286	2,4 %	3 825	2,2 %	3 337	2,1 %	- 36,9 %	- 12,8 %
BC Mons	5 278	2,4 %	3 886	2,2 %	3 295	2,1 %	- 37,6 %	- 15,2 %
BC Tournai	4 933	2,2 %	3 704	2,1 %	3 200	2,1 %	- 35,1 %	- 13,6 %
BC Termonde	4 888	2,2 %	3 702	2,1 %	3 318	2,1 %	- 32,1 %	- 10,4 %
BC Verviers	4 636	2,1 %	3 690	2,1 %	3 288	2,1 %	- 29,1 %	- 10,9 %
BC Huy	2 862	1,3 %	2 241	1,3 %	2 122	1,4 %	- 25,9 %	- 5,3 %
BC Audenarde	2 854	1,3 %	2 572	1,5 %	2 330	1,5 %	- 18,4 %	- 9,4 %
BC Ypres	2 668	1,2 %	2 266	1,3 %	2 102	1,4 %	- 21,2 %	- 7,2 %
BC Arlon	2 404	1,1 %	2 166	1,3 %	1 877	1,2 %	- 21,9 %	- 13,3 %
BC Mouscron	2 181	1,0 %	1 492	0,9 %	1 253	0,8 %	- 42,6 %	- 16,0 %
BC Boom	1 981	0,9 %	1 471	0,9 %	1 281	0,8 %	- 35,3 %	- 12,9 %
Répartition régionale								
Région flamande	140 011	62,4 %	110 792	64,1 %	99 726	64,2 %	- 28,8 %	- 10,0 %
Région wallonne	68 565	30,5 %	51 437	29,8 %	46 408	29,9 %	- 32,3 %	- 9,8 %
Région de Bruxelles-Capitale	15 929	7,1 %	10 516	6,1 %	9 128	5,9 %	- 42,7 %	- 13,2 %
Total	224 505	100 %	172 746	100 %	155 262	100 %	- 30,8 %	- 10,1 %

Tableau 21 (suite)

	T1 2007		T1 2014		T1 2015		Evol. T1 2007 - T1 2015	Evol. T1 2014 - T1 2015
Branche d'activités regroupées								
Agriculture, sylviculture, pêche	968	0,4 %	725	0,4 %	642	0,4 %	- 33,7 %	- 11,4 %
Extraction de minerais	10 093	4,5 %	6 283	3,6 %	5 537	3,6 %	- 45,1 %	- 11,9 %
Industrie de transformation	98 858	44,0 %	66 657	38,6 %	58 493	37,7 %	- 40,8 %	- 12,2 %
dont:								
<i>construction mécanique</i>	34 237	15,2 %	24 902	14,4 %	22 445	14,5 %	- 34,4 %	- 9,9 %
<i>production métallurgique</i>	9 004	4,0 %	5 015	2,9 %	4 481	2,9 %	- 50,2 %	- 10,6 %
<i>industrie chimique</i>	11 044	4,9 %	8 009	4,6 %	6 858	4,4 %	- 37,9 %	- 14,4 %
<i>industrie alimentaire</i>	8 948	4,0 %	6 283	3,6 %	5 502	3,5 %	- 38,5 %	- 12,4 %
Construction	18 172	8,1 %	14 106	8,2 %	13 585	8,7 %	- 25,2 %	- 3,7 %
Electricité, eau, gaz	202	0,1 %	92	0,1 %	75	0,0 %	- 62,6 %	- 17,8 %
Commerce, banques, assurances	21 991	9,8 %	13 892	8,0 %	11 700	7,5 %	- 46,8 %	- 15,8 %
Transports, communications	6 623	2,9 %	5 570	3,2 %	4 957	3,2 %	- 25,2 %	- 11,0 %
Services	53 816	24,0 %	48 852	28,3 %	43 796	28,2 %	- 18,6 %	- 10,4 %
Activités insuffisamment décrites	13 782	6,1 %	16 569	9,6 %	16 477	10,6 %	+ 19,6 %	- 0,6 %
Total	224 505	100 %	172 746	100 %	155 262	100 %	- 30,8 %	- 10,1 %

Graphique 19

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Lorsqu'on additionne les chômeurs avec complément d'entreprise et les chômeurs âgés dispensés, on constate, à un an d'intervalle, une baisse globale de 10,1 %. Notons la forte baisse dans la classe d'âge des 50 à 54 ans : -29,0 %. La part de cette classe d'âge s'est ainsi encore réduite pour ne plus représenter que 0,3 % du total des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés. Dans la classe d'âge des 55 à 59 ans, on constate une baisse similaire : -31,0 %. Au 1^{er} trimestre 2015, cette classe d'âge ne représente plus que 17,6 % de l'ensemble (contre 45,2 % en T1 2007). Bien que le nombre de chômeurs avec complément d'entreprise et de chômeurs âgés dispensés de 60 ans ou plus diminue également, sur une base annuelle, (- 3,8 %), leur nombre est plus élevé par rapport au 1^{er} trimestre 2007 : + 9,6 %. Cela s'explique notamment par le glissement d'allocataires vers des classes d'âge plus élevées mais aussi par le relèvement de l'âge de la retraite et par des évolutions démographiques.

La diminution en Région flamande qui représente la part la plus importante des allocataires dans ces populations et en Région wallonne est comparable : respectivement -10,0 % et -9,8 %. La baisse en Région de Bruxelles-capitale est un peu plus forte : -13,2 %.

5.1

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 22

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

Age	T1 2007			T1 2014			T1 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	3 249	874	4 123	481	70	551	363	35	398
55 - 59 a.	33 099	8 279	41 378	21 473	7 666	29 140	18 962	6 355	25 317
60 a. et +	55 161	12 846	68 007	56 432	23 863	80 295	54 493	24 520	79 013
Total	91 509	21 999	113 508	78 386	31 600	109 985	73 819	30 909	104 728

Age	Evol. T1 2007 - T1 2015			Evol. T1 2014 - T1 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 88,8 %	- 96,0 %	- 90,3 %	- 24,4 %	- 50,5 %	- 27,7 %
55 - 59 a.	- 42,7 %	- 23,2 %	- 38,8 %	- 11,7 %	- 17,1 %	- 13,1 %
60 a. et +	- 1,2 %	+ 90,9 %	+ 16,2 %	- 3,4 %	+ 2,8 %	- 1,6 %
Total	- 19,3 %	+ 40,5 %	- 7,7 %	- 5,8 %	- 2,2 %	- 4,8 %

Tableau 23

Dont les demandeurs d'emploi ⁸

Age	T1 2014			T1 2015			Evol. T1 2014 - T1 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	255	53	308	79	22	101	- 69,2 %	- 58,5 %	- 67,4 %
55 - 59 a.	2 423	1 086	3 509	2 585	1 130	3 714	+ 6,7 %	+ 4,1 %	+ 5,9 %
60 a. et +	567	300	867	907	473	1 381	+ 60,0 %	+ 57,6 %	+ 59,2 %
Total	3 245	1 439	4 684	3 571	1 625	5 196	+ 10,0 %	+ 12,9 %	+ 10,9 %

On continue d'observer, à un an d'intervalle, une diminution du nombre de chômeurs avec complément d'entreprise (RCC anciennement « prépension ») dans toutes les classes d'âge. Dans la classe d'âge de 50 à 54 ans, la baisse est la plus importante et atteint 27,7 %. Le nombre de femmes dans ce système a pourtant augmenté de 40,5 % par rapport à T1 2007. Cette augmentation se situe entièrement dans la classe d'âge des 60 ans et + et peut s'expliquer par le relèvement progressif, de 60 à 65 ans, de l'âge de la pension des femmes.

En T1 2015, à un an d'intervalle, le nombre de demandeurs d'emploi dans le régime du chômage avec complément d'entreprise (RCC) a augmenté de 10,9 %. Leur part dans l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise s'élève à 5,0 %.

Il est à noter que l'évolution du chômage avec complément d'entreprise est fortement influencée à la fois par l'évolution démographique et par l'évolution de la population active. En effet, la population active âgée de 50 à 64 ans a augmenté de 57,5 % entre T2 2004 et T2 2014 alors que celle âgée de 15 à 49 ans s'est stabilisée (- 1,1 %).⁹

⁸ Depuis juillet 2014, les chômeurs avec complément d'entreprise demandeurs d'emploi sont repris dans le groupe des CCI-DE (cf. chapitre 4).

⁹ Eurostat – les chiffres de la population en milliers – EFT (lfsq_pganws) ; voir aussi point 11.2

5.2

Evolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 24

Evolution des chômeurs âgés dispensés par classe d'âge

Age	T1 2007			T1 2014			T1 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	1 023	1 501	2 524	44	42	86	34	20	54
55 - 59 a.	27 880	32 268	60 148	5 051	5 362	10 412	1 279	677	1 956
60 a. et +	27 948	20 377	48 325	26 321	25 941	52 262	24 456	24 068	48 524
Total	56 851	54 146	110 997	31 416	31 345	62 760	25 769	24 765	50 534

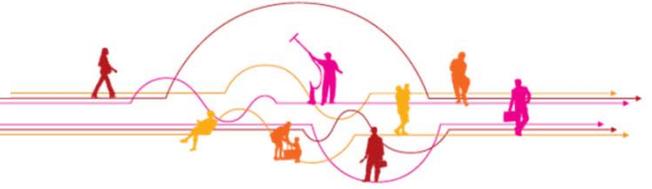
Age	Evol. T1 2007 - T1 2015			Evol. T1 2014 - T1 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 96,7 %	- 98,7 %	- 97,9 %	- 23,3 %	- 52,4 %	- 37,5 %
55 - 59 a.	- 95,4 %	- 97,9 %	- 96,7 %	- 74,7 %	- 87,4 %	- 81,2 %
60 a. et +	- 12,5 %	+ 18,1 %	+ 0,4 %	- 7,1 %	- 7,2 %	- 7,2 %
Total	- 54,7 %	- 54,3 %	- 54,5 %	- 18,0 %	- 21,0 %	- 19,5 %

A un an d'intervalle, au 1^{er} trimestre 2015, le nombre total des chômeurs âgés dispensés a diminué de 19,5 %. Par rapport au 1^{er} trimestre 2007, on enregistre une baisse de 54,5 %. La baisse, à un an d'intervalle, se retrouve dans toutes les classes d'âge : - 37,5 % pour les 50 à 54 ans, - 81,2 % pour les 55 à 59 ans et - 7,2 % pour les 60 ans et +.

Par rapport au 1^{er} trimestre 2007, le nombre de femmes âgées de 60 ans ou + a augmenté de 18,1 %, ce qui peut aussi s'expliquer par le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes (cf. chapitre 5.1).

Pour rappel, l'âge minimum requis pour demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi a été progressivement relevé, depuis 2002, de 50 à 60 ans. Cet âge minimum est passé de 58 à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. Depuis le 1^{er} janvier 2015, de nouvelles restrictions ont été apportées à la possibilité de demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi pour les nouveaux entrants âgés de 60 ans ou plus.

Evolution des mesures pour l'emploi



6.1

Evolution des mesures pour l'emploi (à l'exception des titres-services)

6.1.1

Evolution globale selon le régime

Tableau 25

Evolution des mesures pour l'emploi par régime¹⁰

	Trav. à temps partiel	Formations	Activa + WIN-WIN	Activa < 30 ans	Stage de transition	Sous-total
T1 2007	47 370	40 254	36 796	-	-	124 420
T1 2014	54 332	47 136	30 819	3 510	375	136 171
T1 2015	46 695	48 184	28 569	9 436	1 047	133 932
Diff. T1 2007 - T1 2015	- 1,4 %	+ 19,7 %	- 22,4 %	-	-	+ 7,6 %
Diff. T1 2014 - T1 2015	- 14,1 %	+ 2,2 %	- 7,3 %	+ 168,9 %	+ 179,4 %	- 1,6 %
Part relative des régimes en T1 2007	33,0 %	28,0 %	25,6 %	-	-	86,7 %
Part relative des régimes en T1 2014	31,5 %	27,3 %	17,8 %	2,0 %	0,2 %	78,8 %
Part relative des régimes en T1 2015	27,7 %	28,6 %	17,0 %	5,6 %	0,6 %	79,5 %

	Progr. de transition profess.	SINE	Compl. de reprise du travail	Dispensés ALE	Autres	Total
T1 2007	5 717	7 974	3 603	1 307	520	143 540
T1 2014	5 022	11 163	17 666	1 434	1 298	172 754
T1 2015	5 018	11 184	15 791	1 426	1 186	168 537
Diff. T1 2007 - T1 2015	- 12,2 %	+ 40,3 %	+ 338,3 %	+ 9,1 %	+ 128,1 %	+ 17,4 %
Diff. T1 2014 - T1 2015	- 0,1 %	+ 0,2 %	- 10,6 %	- 0,6 %	- 8,6 %	- 2,4 %
Part relative des régimes en T1 2007	4,0 %	5,6 %	2,5 %	0,9 %	0,4 %	100 %
Part relative des régimes en T1 2014	2,9 %	6,5 %	10,2 %	0,8 %	0,8 %	100 %
Part relative des régimes en T1 2015	3,0 %	6,6 %	9,4 %	0,8 %	0,7 %	100 %

Le nombre total de paiements pour les mesures pour l'emploi diminue légèrement en T1 2015 (-2,4 % par rapport à T1 2014). Cela s'explique essentiellement du fait de la diminution importante du nombre de travailleurs à temps partiel avec maintien des droits et allocation de garantie de revenu (AGR): - 7 637 paiements ou - 14,1 % sur base annuelle. Depuis le 1^{er} janvier 2015, un nouveau mode de calcul de l'AGR est entré en vigueur. Ce nouveau mode de calcul est généralement moins avantageux que le précédent ce qui peut expliquer en partie cette diminution. Celle-ci avait toutefois déjà débuté dans le courant de l'année 2014. Par contre, le plan ACTIVA pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés et les stages de transition progressent encore. Ensemble, ces 2 mesures introduites courant 2013 représentent plus de 10 000 paiements mensuels.

¹⁰ NB : les mesures reprises sous 'formations' englobent à la fois des primes qui ne sont payées qu'une fois ou régulièrement. Les paiements 'ALE' repris dans ce tableau ne concernent que des travailleurs ALE dispensés de l'inscription en tant que demandeurs d'emploi. Les autres travailleurs ALE sont repris sous d'autres statuts tels que, par exemple, celui de chômeur complet. En T1 2015, on recense un total de 12 382 travailleurs ALE.

Depuis 2007, on note une hausse de 17,4 % du nombre total des bénéficiaires des mesures pour l'emploi.

Les chômeurs en formation et les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits constituent la part la plus importante dans le total des mesures pour l'emploi. Ensemble, ils représentent 56,3 % de l'ensemble des paiements pour les mesures pour l'emploi en T1 2015. Ensuite, on retrouve le plan Activa qui compte en moyenne 38 005 paiements en T1 2015 (dont 9 436 pour le plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés) ou 22,6 % du total des mesures pour l'emploi

6.1.2

Evolution du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

Tableau 26

Evolution du nombre de paiements dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013/01	0	0	0	0
2013/02	0	0	0	0
2013/03	0	0	0	0
2013/04	0	0	0	0
2013/05	0	0	0	0
2013/06	0	0	0	0
gr2013/07	4	14	3	21
2013/08	42	149	8	199
2013/09	164	521	39	724
2013/10	327	808	67	1 202
2013/11	687	1 442	170	2 299
2013/12	717	1 529	243	2 489
2013	162	372	44	578
2014/01	817	1 834	318	2 969
2014/02	959	2 110	328	3 397
2014/03	1 197	2 516	450	4 163
2014/04	1 276	2 488	457	4 221
2014/05	1 497	3 133	466	5 096
2014/06	1 853	3 768	654	6 275
2014/07	1 875	3 642	667	6 184
2014/08	2 572	4 622	709	7 903
2014/09	2 267	4 308	678	7 253
2014/10	2 434	4 289	703	7 426
2014/11	3 126	5 482	811	9 419
2014/12	2 362	4 471	731	7 564
2014	1 853	3 555	581	5 989
2015/01	3 081	5 723	899	9 703
2015/02	3 013	5 366	912	9 291
2015/03	3 006	5 374	935	9 315
2015	3 033	5 488	915	9 436
Répartition	32,1 %	58,2 %	9,7 %	100 %

Le tableau 26 reprend l'évolution du nombre de paiements par mois pour le nouveau plan Activa destiné aux jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés. Au cours du premier trimestre de cette année, on a enregistré, en moyenne pour cette nouvelle mesure, 9 436 paiements par mois (soit 1 300 de plus qu'en T4 2014). Le nombre de paiements pour cette mesure continue donc à croître et ce, dans chacune des régions. En T1 2015, la Région wallonne s'octroie d'ailleurs encore toujours la part la plus importante avec 58,2 % des paiements.

Tableau 27

Evolution du nombre de contrats dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés ¹¹

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	0	0	0	0
	T2	0	0	0	0
	T3	444	905	92	1 441
	T4	678	1 304	258	2 240
Année		1 122	2 209	350	3 681
2014	T1	1 175	1 836	328	3 339
	T2	1 539	2 420	391	4 350
	T3	1 526	2 228	346	4 100
	T4	1 460	2 198	383	4 041
Année		5 700	8 682	1 448	15 830
2015	T1	1 085	1 752	251	3 088
Répartition		35,1 %	56,7 %	8,1 %	100 %

Depuis 2013, au total, 22 599 contrats ont été conclus dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés.

6.1.3

Evolution des stages de transition

Tableau 28

Evolution du nombre de contrats et de paiements dans le cadre des stages de transition

	Contrats				Paiements			
	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013/01	0	0	0	0	0	0	0	0
2013/02	5	0	0	5	0	0	0	0
2013/03	26	0	0	26	2	0	0	2
2013/04	56	0	0	56	25	0	0	25
2013/05	87	1	2	90	99	0	2	101
2013/06	97	1	9	107	238	0	0	238
2013/07	89	1	10	100	237	3	1	241
2013/08	43	4	24	71	251	4	18	273
2013/09	42	4	26	72	246	7	48	301
2013/10	41	15	14	70	179	15	70	264
2013/11	40	15	12	67	180	20	80	280
2013/12	25	21	25	71	123	39	73	235
2013	551	62	122	735	132	7	24	163
2014/01	15	32	24	71	124	61	85	270
2014/02	37	95	31	163	93	101	116	310
2014/03	69	130	29	228	132	270	142	544
2014/04	75	229	64	368	152	370	131	653
2014/05	64	243	70	377	191	653	176	1 020
2014/06	65	289	89	443	222	912	285	1 419
2014/07	67	339	64	470	202	810	293	1 305
2014/08	23	173	50	246	198	1 163	353	1 714
2014/09	38	178	47	263	174	1 125	328	1 627
2014/10	28	123	51	202	102	875	285	1 262
2014/11	34	83	42	159	126	967	296	1 389
2014/12	22	58	37	117	96	682	237	1 015
2014	537	1 972	598	3 107	151	666	227	1 044
2015/01	18	84	20	122	126	691	276	1 093
2015/02	27	179	35	241	71	633	217	921
2015/03	23	209	64	296	113	768	245	1 126
2015	68	472	119	659	103	697	246	1 047
Répartition	10,3 %	71,6 %	18,1 %	100 %	9,9 %	66,6 %	23,5 %	100 %

¹¹ Des données chiffrées mensuelles relatives aux contrats conclus dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés ne sont pas disponibles. Par contre, nous disposons de chiffres relatifs aux contrats conclus dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés enregistrés à la fin du mois d'avril 2015.

Les stages de transition s'adressent aux jeunes peu qualifiés qui s'inscrivent en tant que demandeurs d'emploi après leurs études et leur permettent d'acquérir une première expérience professionnelle. Le tableau 28 reprend l'évolution mensuelle du nombre de contrats et de paiements relatifs à cette nouvelle mesure. En T1 2015, une moyenne mensuelle de 1 047 paiements pour stages de transition ont été effectués. Au total, on recense 4 501 contrats depuis janvier 2013.

En T1 2015, le plus grand nombre de paiements pour stages de transition a été enregistré en Région wallonne (66,6 %). C'est dans cette région que l'on retrouve aussi le plus grand nombre de contrats conclus (65,2 %).

6.2 Titres-services

Tableau 29

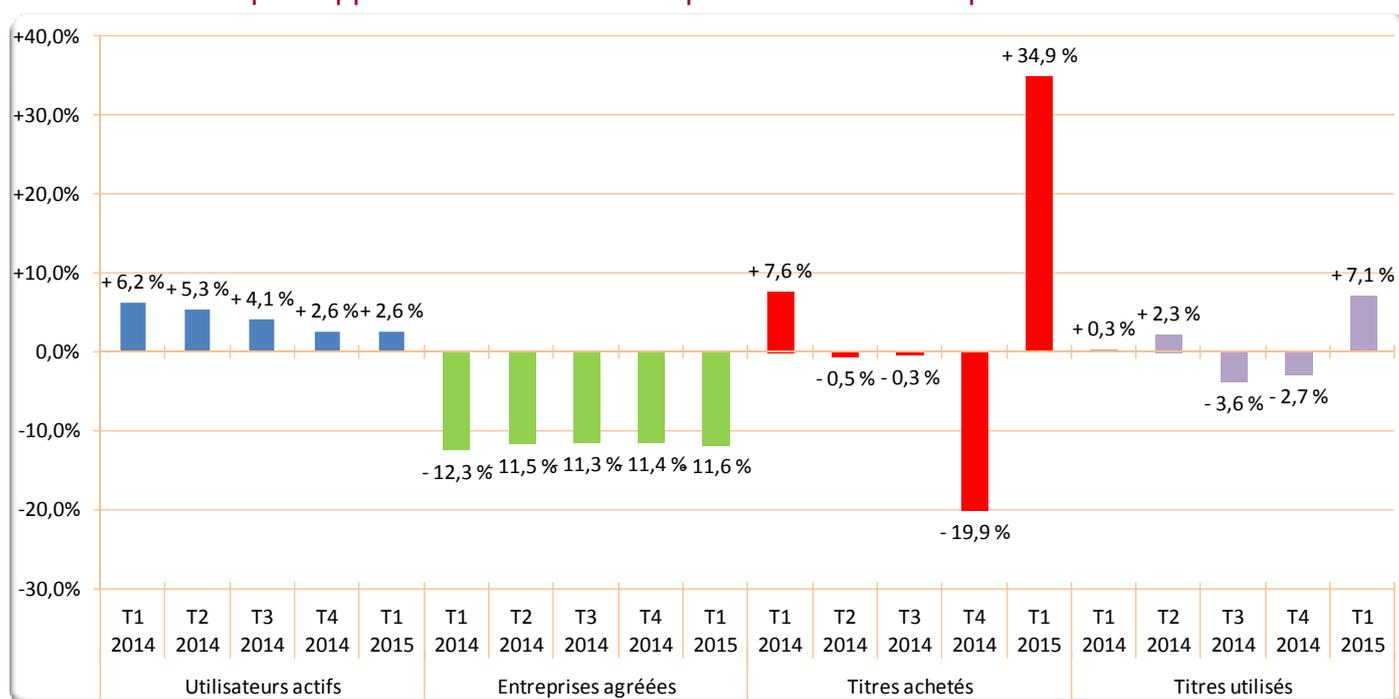
Evolution globale du nombre d'utilisateurs actifs, d'entreprises agréées, de titres achetés et de titres utilisés

	2007	2014	Evol. 2007 - 2014	T1 2014	T1 2015	Evol. T1 2014 - T1 2015
Utilisateurs actifs*	449 899	975 408	+ 116,8 %	964 874	989 998	+ 2,6 %
Entreprises agréées*	1 720	2 169	+ 26,1 %	2 362	2 087	- 11,6 %
Titres achetés	53 453 329	116 146 556	+ 117,3 %	24 260 169	32 724 165	+ 34,9 %
Titres utilisés	49 187 499	120 250 546	+ 144,5 %	30 607 293	32 774 331	+ 7,1 %

* Situation fin du trimestre

Graphique 20

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le succès des titres-services apparaît clairement à la lumière du tableau ci-dessus: entre 2007 et 2014, le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 116,8 % et le nombre de titres utilisés a crû de 144,5 %. La croissance du nombre d'utilisateurs actifs se tasse mais se prolonge néanmoins encore en T1 2015: entre le 1er trimestre 2014 et le 1er trimestre 2015, l'augmentation du nombre d'utilisateurs actifs est de 2,6 %.

Le nombre de titres achetés a fortement augmenté en T1 2015 (+ 34,9 % en T1 2015 par rapport à T1 2014). Toutefois, il faut tenir compte pour expliquer cette hausse du fait que, durant le 1^{er} trimestre 2014, moins de titres ont été achetés du fait de l'achat anticipatif de titres-services en T4 2013 et ce, en prévision des hausses de prix du 1er janvier 2014. A un an d'intervalle et après 2 trimestres à la baisse, le nombre de titres utilisés croît également à nouveau (+ 7,1 % en T1 2015).

Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps

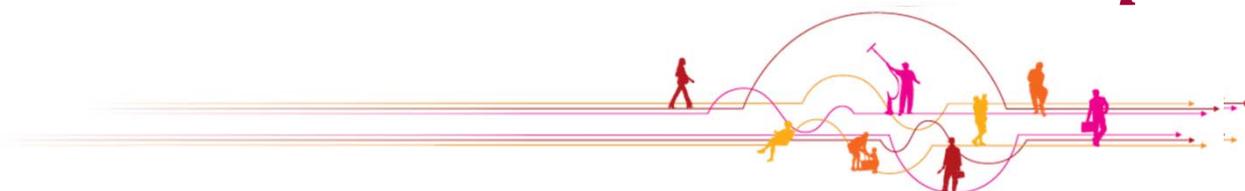
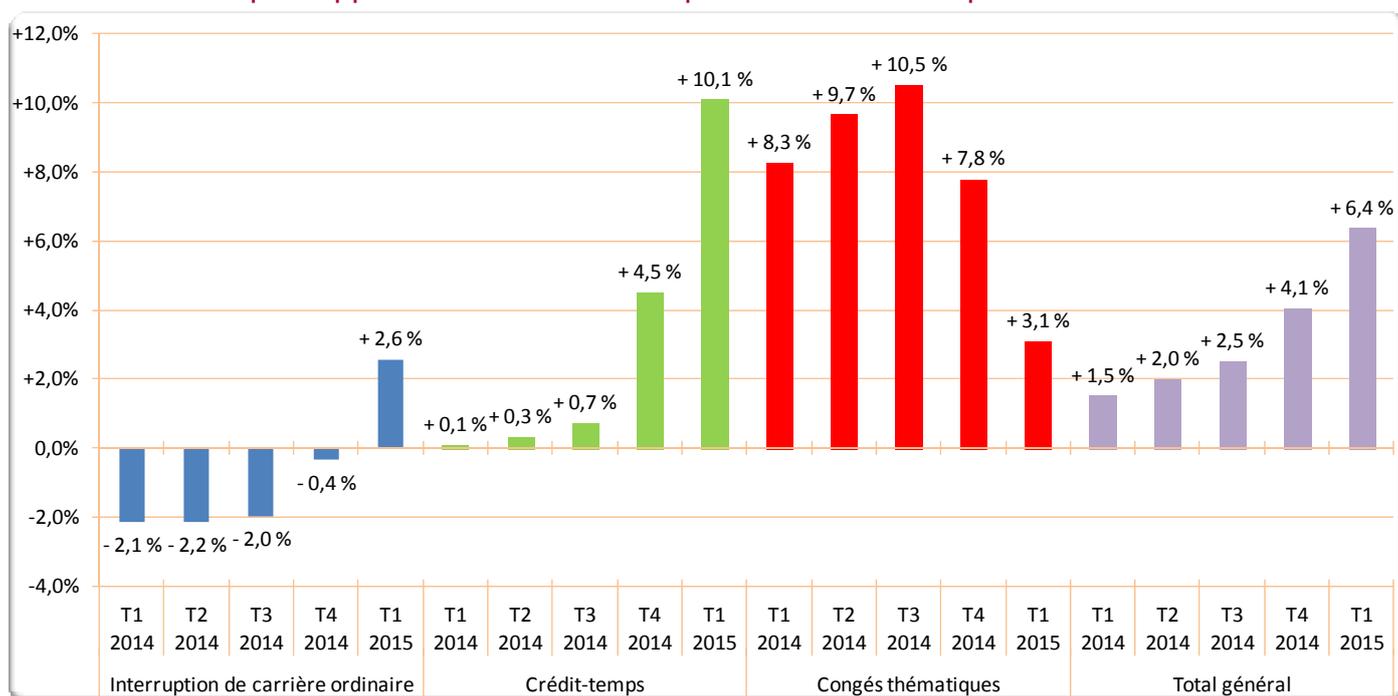


Tableau 30
Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps par formule

	2007	2014	Evol. 2007 - 2014	T1 2014	T1 2015	Evol. T1 2014 - T1 2015
Interruption de carrière ordinaire						
complète	8 447	4 836	- 42,7 %	4 857	4 742	- 2,4 %
mi-temps	36 838	30 810	- 16,4 %	31 155	30 644	- 1,6 %
réd.1/3 ^{ème} temps	907	1 007	+ 11,1 %	1 019	1 019	+ 0,0 %
réd.1/4 ^{ème} temps	2 347	2 129	- 9,3 %	2 188	2 031	- 7,2 %
réd.1/5 ^{ème} temps	23 242	29 885	+ 28,6 %	29 733	32 289	+ 8,6 %
Total	71 781	68 668	- 4,3 %	68 952	70 725	+ 2,6 %
Crédit-temps						
complète	11 452	5 790	- 49,4 %	5 832	5 789	- 0,7 %
mi-temps	32 094	33 355	+ 3,9 %	33 858	33 797	- 0,2 %
réd.1/5 ^{ème} temps	68 122	95 436	+ 40,1 %	93 398	106 933	+ 14,5 %
Total	111 668	134 581	+ 20,5 %	133 088	146 519	+ 10,1 %
Congés thématiques						
congé parental	34 111	57 299	+ 68,0 %	56 103	57 705	+ 2,9 %
assistance médicale	5 554	15 462	+ 178,4 %	15 039	15 660	+ 4,1 %
soins palliatifs	205	291	+ 42,2 %	300	282	- 6,0 %
Total	39 870	73 052	+ 83,2 %	71 442	73 647	+ 3,1 %
Total général	223 319	276 301	+ 23,7 %	273 482	290 891	+ 6,4 %

Graphique 21
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Entre 2007 et 2014, le nombre de paiements relatifs aux régimes de l'interruption de carrière et du crédit-temps a augmenté de 23,7 %. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière (congrés thématiques) qui ont connu une forte augmentation (+ 83,2 %). Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5^{ème} temps a également enregistré une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+ 28,6 %) et dans celui du crédit-temps (+ 40,1 %). Par contre, sur la période, l'interruption de carrière ordinaire complète et le crédit-temps complet ont respectivement diminué de 42,7 % et 49,4 %.

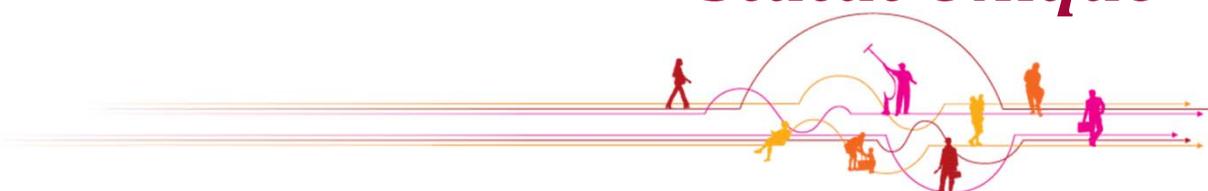
Entre le 1^{er} trimestre 2014 et le 1^{er} trimestre 2015, on note une augmentation globale du nombre de travailleurs en interruption de carrière, crédit-temps ou congé thématique de 6,4 %.

Cette hausse est surtout sensible pour les travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre du crédit-temps (+ 10,1 %) et plus spécifiquement, pour ceux qui réduisent leurs prestations d'1/5^{ème} temps (+ 14,5 %). Il s'agit probablement d'un effet d'anticipation du relèvement de 55 à 60 ans, de l'âge à partir duquel on peut interrompre partiellement sa carrière dans le régime de fin de carrière (avec allocations majorées). Pour autant que l'employeur ait été averti avant le 01.01.2015, les demandes introduites à l'Onem avant le 1^{er} avril 2015 et dont la date de prise de cours du crédit-temps est située avant le 01 juillet 2015 pouvaient encore bénéficier de l'ancien régime.

Une hausse moins importante est également enregistrée pour les travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre du régime ordinaire d'interruption de carrière (+ 2,6 %) et plus spécifiquement, pour ceux qui réduisent leurs prestations d'1/5^{ème} temps (+ 8,6 %). Il s'agit aussi probablement d'un effet d'anticipation du relèvement de 55 à 60 ans, de l'âge à partir duquel on peut interrompre partiellement sa carrière dans le régime de fin de carrière (allocations majorées). La date du relèvement de l'âge n'a pas encore été fixée dans le cas du régime ordinaire d'interruption de carrière.

Enfin, au sein des congés thématiques, c'est le congé pour assistance médicale qui, à un an d'intervalle, progresse le plus : + 4,1 %.

Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique



8.1 Primes de crise et allocations de licenciement

Tableau 31
Evolution du nombre des paiements de primes de crise et des allocations de licenciement par région

		Primes de crise				Allocations de licenciement				Total
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	
2010	T1	349	237	42	628					628
	T2	4 378	3 365	637	8 380					8 380
	T3	4 136	3 060	778	7 974					7 974
	T4	5 326	4 041	941	10 308					10 308
	Année	3 547	2 676	600	6 823					6 823
2011	T1	5 811	4 387	1 091	11 289					11 289
	T2	5 430	4 405	1 214	11 049					11 049
	T3	4 386	3 627	872	8 885					8 885
	T4	5 557	4 377	1 134	11 068					11 068
	Année	5 296	4 199	1 078	10 573					10 573
2012	T1	4 462	3 306	1 000	8 768	1 081	1 023	129	2 233	11 001
	T2	1 136	717	332	2 185	4 220	3 547	803	8 570	10 755
	T3	477	189	128	794	4 279	3 045	813	8 137	8 931
	T4	239	104	59	402	5 217	3 340	749	9 306	9 708
	Année	1 579	1 079	380	3 037	3 699	2 739	624	7 062	10 099
2013	T1	151	66	57	274	7 022	4 458	1 002	12 482	12 756
	T2	89	41	29	159	7 204	4 731	1 265	13 200	13 359
	T3	46	21	17	84	6 478	3 875	1 116	11 469	11 553
	T4	36	20	8	64	6 796	4 430	1 067	12 293	12 357
	Année	81	37	28	145	6 875	4 374	1 113	12 361	12 506
2014	T1	30	18	7	55	7 677	5 130	1 342	14 149	14 204
	T2	12	16	5	33	4 908	3 600	1 082	9 590	9 623
	T3	7	7	9	23	4 007	2 402	781	7 190	7 213
	T4	3	3	5	11	3 687	2 352	669	6 708	6 719
	Année	13	11	6	30	5 070	3 371	968	9 409	9 440
2015	T1	1	2	2	5	4 363	3 114	890	8 367	8 372
	Répartition	20,0 %	40,0 %	40,0 %	100 %	52,1 %	37,2 %	10,6 %	100 %	

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction. Des paiements relatifs aux demandes introduites précédemment sont toujours effectués mais aucune nouvelle demande n'est encore recevable.

Aussi depuis le 1^{er} janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des ouvriers, des domestiques et des travailleurs sous contrat de travail titres-services. Cette mesure remplaçait la prime de crise mais elle est, à son tour, en voie d'extinction depuis le 1^{er} janvier 2014 en application de la loi du 26 décembre 2013 introduisant le statut unique entre ouvriers et employés. Les ouvriers dont le contrat de travail débutait après le 31 décembre 2013 n'ont, de ce fait, plus droit à l'allocation de licenciement mais bien à une indemnité en compensation du licenciement (cfr partie 1.2).

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux ouvriers ayant perdu leur travail a augmenté au 1^{er} trimestre 2011, jusqu'à un maximum de 11 289 primes. Depuis lors, ce nombre n'a pas cessé de décroître. Durant le 1^{er} trimestre 2015, seulement 5 primes ont encore été payées.

Au cours du 1^{er} trimestre 2015, un total de 8 367 allocations de licenciement ont été payées. Du fait de l'extinction progressive de cette mesure, le nombre des paiements continue de diminuer (- 40,9 % ou - 5 782 paiements par rapport à T1 2014).

52,1 % des allocations de licenciement ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 37,2 % à des travailleurs issus de la Région wallonne et 10,6 % à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles-Capitale.

8.2

Les indemnités en compensation du licenciement

Tableau 32

Evolution du nombre de paiements d'indemnités en compensation de licenciement

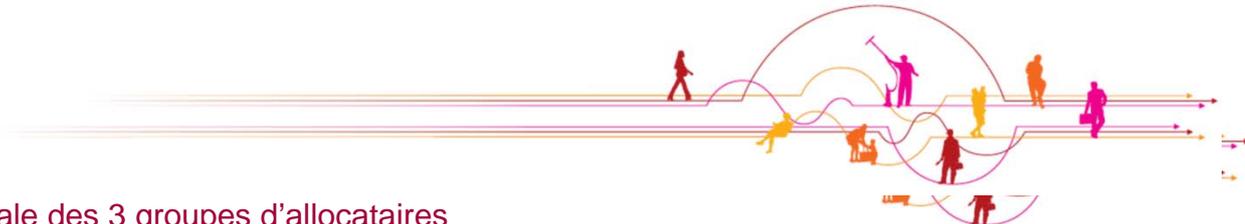
	Payée en plusieurs fois	Payées en 1 fois	Total
2014/01	0	0	0
2014/02	0	0	0
2014/03	0	81	81
2014/04	0	111	111
2014/05	0	186	186
2014/06	6	237	243
2014/07	203	184	387
2014/08	441	177	618
2014/09	731	182	913
2014/10	915	173	1 088
2014/11	1 130	141	1 271
2014/12	1 169	150	1 319
2014	4 595	1 622	6 217
2015/01	2 076	248	2 324
2015/02	2 320	283	2 603
2015/03	2 603	268	2 871
2015	6 999	799	7 798

En vue de l'harmonisation des règles de préavis dans le cadre de la mise place d'un statut unique pour les ouvriers et les employés, un certain nombre d'ouvriers peuvent, depuis le 1^{er} janvier 2014 et sous certaines conditions, bénéficier d'une indemnité en compensation du licenciement. Cette indemnité est due aux travailleurs dont la durée du préavis est au moins en partie basée sur l'ancienneté acquise en tant qu'ouvrier avant 2014. Cette mesure remplace ainsi progressivement l'allocation de licenciement.

La différence entre le montant auquel le travailleur a droit en vertu du nouveau régime et le montant payé par l'employeur est octroyé par l'ONEM à titre d'indemnité en compensation du licenciement. Le paiement de celle-ci s'effectue par mois ou en une seule fois. Au cours du 1^{er} trimestre 2015, 7 798 paiements ont été effectués dont 6 999 en plusieurs fois et 799 en une seule fois.

Evolution des 3 groupes d'allocataires

Tableau 33
Evolution globale des 3 groupes d'allocataires



	T1 2007	T1 2014	T1 2015	Evol. T1 2007 - T1 2015	Evol. T1 2014 - T1 2015
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	710 133	665 794	604 931	- 14,8 %	- 9,1 %
Demandeurs d'emploi	466 138	483 208	444 945	- 4,5 %	- 7,9 %
Non-demandeurs d'emploi	243 995	182 586	159 986	- 34,4 %	- 12,4 %
Travailleurs soutenus par l'ONEM	304 962	359 134	350 968	+ 15,1 %	- 2,3 %
Chômage temporaire & allocations assimilées	153 753	180 085	176 847	+ 15,0 %	- 1,8 %
Travailleurs à temps partiel	7 668	6 295	6 205	- 19,1 %	- 1,4 %
Mesures d'activation et de formation	47 370	54 332	47 121	- 0,5 %	- 13,3 %
Mesures d'activation et de formation	96 170	118 422	120 795	+ 25,6 %	+ 2,0 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	220 439	273 875	291 140	+ 32,1 %	+ 6,3 %
Crédit-temps	108 930	133 088	146 519	+ 34,5 %	+ 10,1 %
Interruption de carrière ordinaire	71 457	68 952	70 725	- 1,0 %	+ 2,6 %
Formes spécifiques	39 312	71 442	73 647	+ 87,3 %	+ 3,1 %
Prépension à mi-temps	740	393	249	- 66,4 %	- 36,6 %
Total des 3 groupes	1 235 533	1 298 803	1 247 039	+ 0,9 %	- 4,0 %

Par rapport au 1^{er} trimestre 2007, le nombre total d'allocataires a légèrement progressé de 0,9 %. Le groupe des 'Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise' a diminué de 14,8 %. Au sein de ce groupe, le sous-groupe des non-demandeurs d'emploi a régressé de 34,4 %.

Les 2 autres grands groupes, par contre, ont connu une hausse du nombre de leurs allocataires. C'est le groupe des 'Travailleurs aménageant leur temps de travail' qui augmente le plus (+ 32,1 %). Au sein de ce groupe, ce sont les allocataires ayant recours aux 'Formes spécifiques' qui progressent le plus (+ 87,3 %), suivis des 'Travailleurs en crédit-temps' qui enregistrent aussi une hausse importante de 34,5 %. La prépension à mi-temps est en voie d'extinction : - 66,4 %. Durant le même intervalle, les interruptions de carrière ordinaires ont également légèrement décliné (- 1 %).

Le groupe des 'Travailleurs soutenus par l'ONEM' a donc aussi encore augmenté entre T1 2007 et T1 2015 : + 15,1 %. Dans ce groupe, ce sont surtout les allocataires bénéficiant des 'Mesures d'activation et de formation' qui ont le plus progressé (+ 25,6 %) suivis des allocataires en 'Chômage temporaire' : + 15 %.

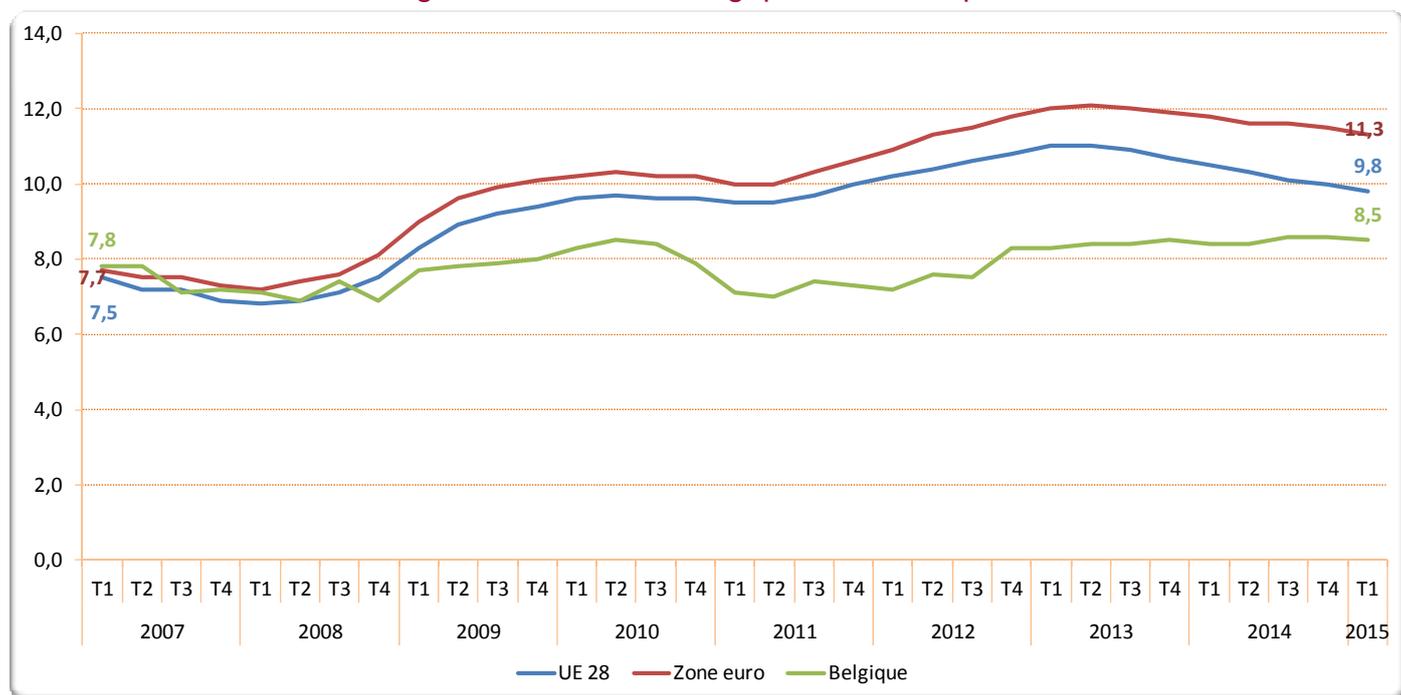
Sur base annuelle, les différences entre T1 2014 et T1 2015 sont nettement moins marquées. On constate même une régression de 4 % du nombre total d'allocataires, tous groupes confondus. Néanmoins, le groupe des 'Travailleurs aménageant leur temps de travail' augmente toujours : + 6,3 %. Au sein de ce groupe, c'est surtout le crédit-temps qui progresse (+ 10,1 %) et dans une moindre mesure, l'interruption de carrière ordinaire (+ 2,6 %) et les 'formes spécifiques' (+ 3,1 %).

Comparaison internationale



10.1 Taux de chômage

Graphique 22
Evolution des taux de chômage harmonisés en Belgique et en Europe



Source : Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans) – séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une_rt_q)

Le taux de chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009 et a davantage diminué en 2010 et 2011. Il n'est reparti à la hausse qu'en 2012.

Lorsque l'on compare le taux de chômage actuel (8,5 % en T1 2015) en Belgique à celui d'avant la crise (7,8 % en T1 2007), on note une progression de 0,7 point pourcent. Au cours de la même période, l'augmentation est beaucoup plus forte dans l'Union européenne et dans la Zone euro : respectivement 2,3 et 3,6 points pourcent.

10.2

Evolution de l'emploi

Tableau 34

Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe

		UE 28	Zone euro	Belgique			UE 28	Zone euro	Belgique
2007	T1	216 628	143 008	4 348	2007	T1	100	100	100
	T2	219 929	145 183	4 345		T2	100	100	100
	T3	222 448	146 671	4 385		T3	100	100	100
	T4	221 733	146 410	4 443		T4	100	100	100
Année		220 184	145 318	4 380	Année		100	100	100
2008	T1	220 671	145 613	4 450	2008	T1	102	102	102
	T2	222 845	146 806	4 414		T2	101	101	102
	T3	224 547	147 814	4 465		T3	101	101	102
	T4	222 648	146 637	4 455		T4	100	100	100
Année		222 678	146 717	4 446	Année		101	101	101
2009	T1	218 601	143 714	4 418	2009	T1	101	100	102
	T2	219 303	144 066	4 396		T2	100	99	101
	T3	219 444	143 781	4 415		T3	99	98	101
	T4	218 297	143 555	4 454		T4	98	98	100
Année		218 911	143 779	4 421	Année		99	99	101
2010	T1	214 716	141 942	4 470	2010	T1	99	99	103
	T2	217 062	142 989	4 443		T2	99	98	102
	T3	218 281	143 473	4 488		T3	98	98	102
	T4	217 152	143 202	4 554		T4	98	98	102
Année		216 803	142 901	4 489	Année		98	98	102
2011	T1	214 589	141 263	4 454	2011	T1	99	99	102
	T2	216 861	142 866	4 544		T2	99	98	105
	T3	217 436	142 996	4 489		T3	98	97	102
	T4	216 265	142 336	4 551		T4	98	97	102
Année		216 288	142 365	4 509	Année		98	98	103
2012	T1	213 877	140 638	4 502	2012	T1	99	98	104
	T2	216 192	141 804	4 525		T2	98	98	104
	T3	217 408	142 270	4 536		T3	98	97	103
	T4	215 864	141 209	4 533		T4	97	96	102
Année		215 835	141 480	4 524	Année		98	97	103
2013	T1	213 005	139 443	4 487	2013	T1	98	98	103
	T2	215 624	140 931	4 549		T2	98	97	105
	T3	217 000	141 512	4 559		T3	98	96	104
	T4	216 227	140 969	4 526		T4	98	96	102
Année		215 464	140 713	4 530	Année		98	97	103
2014	T1	214 838	139 836	4 506	2014	T1	99	98	104
	T2	217 640	141 573	4 544		T2	99	98	105
	T3	219 676	142 525	4 549		T3	99	97	104
	T4	218.917	142.237	4.575		T4	99	97	103
Année		217 768	141 543	4 544	Année		99	97	104

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - EFT (lfsq_egaps)

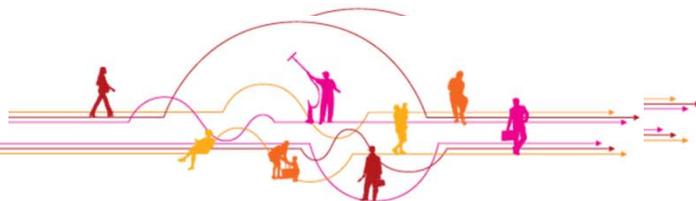
En moyenne, l'emploi belge se situe, en 2014, 4 % au-dessus du niveau de 2007. Même pendant la crise, l'emploi est demeuré en Belgique au-dessus ou au même niveau qu'en 2007.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne et la Zone euro où il est depuis 2009 descendu et demeuré en dessous du niveau de 2007 et n'a donc toujours pas réussi, à ce jour, à retrouver le niveau d'avant-crise. L'emploi dans la Zone euro affiche 3 % de moins qu'il y a 7 ans (2014 par rapport à 2007).

En 2014, l'emploi a légèrement augmenté de 0,3% en Belgique. L'augmentation a été un peu plus importante dans la Zone euro (+ 0,6%) et dans l'UE des 28 (+1,1%).

11

Evolution sur 10 ans



11.1

Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 35

Evolution sur 10 ans des CCI-DE par classe d'âge/durée et ratio par rapport à la population active

T1	Par âge				Par durée + âge: 2 ans et +		Total (A)		Ratio (A) (pop. active)
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et +*	< 50 a.	50 +	(A)	y compris 50-59*	
2006	72 838	334 107	89 342	166 735	194 480	62 022	496 287	573 681	10,1 %
2007	65 548	301 684	98 906	161 578	169 696	73 608	466 138	528 810	9,4 %
2008	60 249	274 011	103 669	155 573	143 434	79 688	437 929	489 833	8,8 %
2009	64 101	276 531	108 172	149 700	126 702	80 806	448 804	490 332	8,9 %
2010	67 732	290 858	117 503	148 824	124 018	85 302	476 093	507 414	9,4 %
2011	61 169	278 715	119 521	144 382	125 178	87 366	459 404	484 265	9,0 %
2012	59 008	273 184	119 911	140 981	119 230	87 735	452 103	473 172	8,7 %
2013	62 358	281 166	117 537	139 801	116 069	84 027	461 061	483 325	8,9 %
2014	62 134	290 735	130 338	140 837	114 576	91 363	483 208	493 707	9,3 %
2015	50 693	259 045	135 207	137 217	98 985	97 128	444 945	446 955	8,4 %

Tableau 36

Classement des 10 années des CCI-DE

T1	Par âge				Par durée + âge: 2 ans et +		Total (A)		Ratio (A) (pop. active)
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et +*	< 50 a.	50 +	(A)	y compris 50-59*	
1	2015	2015	2006	2015	2015	2006	2008	2015	2015
2	2012	2012	2007	2013	2014	2007	2015	2012	2012
3	2008	2008	2008	2014	2013	2008	2009	2013	2008
4	2011	2009	2009	2012	2012	2009	2012	2011	2013
5	2014	2011	2010	2011	2010	2013	2011	2008	2009
6	2013	2013	2013	2010	2011	2010	2013	2009	2011
7	2009	2014	2011	2009	2009	2011	2007	2014	2014
8	2007	2010	2012	2008	2008	2012	2010	2010	2010
9	2010	2007	2014	2007	2007	2014	2014	2007	2007
10	2006	2006	2015	2006	2006	2015	2006	2006	2006

¹ A réglementation constante c-à-d y compris les 50 à 59 ans dispensés.

Le Tableau 35 retrace l'évolution du nombre moyen de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) au cours du 1^{er} trimestre de 2006 à 2015. Les totaux (A) sont ventilés selon la classe d'âge et le chômage de longue durée et des ratios sont calculés par rapport à la population active.

Le 1^{er} trimestre 2015 se classe en 1^{ère} position chez les moins de 25 ans et les 25 à 49 ans. Une partie de la diminution observée entre T1 2014 et T1 2015 résulte des fins de droit aux allocations d'insertion.

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus, son évolution se caractérise sur l'ensemble de la période par une hausse continue au cours de tous les trimestres à l'exception des années 2011-2012 caractérisées par une légère baisse/stagnation puis d'une reprise de la hausse en 2013 et 2014.

Rappelons toutefois que la hausse continue observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient, en effet, être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans entre 2002 et 2012 et a été porté à 60 ans en début 2013. Ce dernier changement réglementaire explique d'ailleurs la hausse récente observée depuis 2013. Depuis le 1^{er} janvier 2015, des restrictions ont été apportées à la possibilité de demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi pour les nouveaux entrants âgés de 60 ans ou plus.

Si on neutralise ces changements réglementaires en intégrant également dans les statistiques des demandeurs d'emploi les chômeurs âgés de 50 à 59 ans dispensés d'inscription comme demandeurs d'emploi, l'année 2015 arrive également en première position dans cette classe d'âge. Le ratio par rapport à la population active (8,4 %) se classe également en 1^{er} position sur une période de 10 ans.

11.2

Les chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi

Tableau 37

Evolution sur 10 ans des CCI-NDE (4 statuts) et ratio par rapport à la population active étendue

T1	Chômeurs âgés dispensés	Dispensés pour raisons sociales & familiales	Travailleurs à temps partiel volontaires dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise dispensés	Total (B)	Ratio (B)/ Population active étendue
2006	118 940	8 458	9 277	109 929	246 604	5,1 %
2007	110 997	10 251	9 239	113 508	243 995	4,9 %
2008	103 241	11 107	9 011	114 384	237 742	4,7 %
2009	96 410	11 148	8 773	114 804	231 135	4,6 %
2010	91 491	10 283	8 833	117 944	228 550	4,5 %
2011	85 400	9 432	8 510	117 597	220 938	4,4 %
2012	78 906	8 538	8 073	112 690	208 207	4,1 %
2013	76 370	7 881	8 086	109 260	201 598	3,9 %
2014	62 760	7 340	7 185	105 301	182 586	3,6 %
2015	50 534	3 582	6 337	99 532	159 986	3,1 %

Tableau 38

Classement des 10 années des CCI-NDE (4 statuts)

T1	Chômeurs âgés dispensés	Dispensés pour raisons sociales & familiales	Travailleurs à temps partiel volontaires dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise dispensés	Total (B)	Ratio (B)/ Population active étendue
1	2015	2015	2015	2015	2015	2015
2	2014	2014	2014	2014	2014	2014
3	2013	2013	2012	2013	2013	2013
4	2012	2006	2013	2006	2012	2012
5	2011	2012	2011	2012	2011	2011
6	2010	2011	2009	2007	2010	2010
7	2009	2007	2010	2008	2009	2009
8	2008	2010	2008	2009	2008	2008
9	2007	2008	2007	2011	2007	2007
10	2006	2009	2006	2010	2006	2006

L'analyse du nombre (B) de chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi (CCI-NDE) sur la même période de 2006 à 2015 fait apparaître que l'année 2015 occupe la 1^{ère} place pour chacun des 4 statuts (chômeurs âgés dispensés, dispensés pour raisons sociales & familiales, travailleurs à temps partiel volontaires dispensés et chômeurs avec complément d'entreprise dispensés) de même que pour le ratio par rapport à la population active étendue. Depuis 2006, le nombre de CCI-NDE diminue sensiblement et principalement pour les raisons citées au point précédent concernant les chômeurs âgés de 50 ans et plus. Leur part au sein de la population active étendue se réduit à 3,1% alors qu'elle était encore de 5,1% en 2006. La baisse du nombre de dispensés pour raisons sociales & familiales résulte des modifications réglementaires apportées à ce dispositif à partir de 2015.

11.3

Les chômeurs complets indemnisés dans leur ensemble (DE et non-DE)

Tableau 39

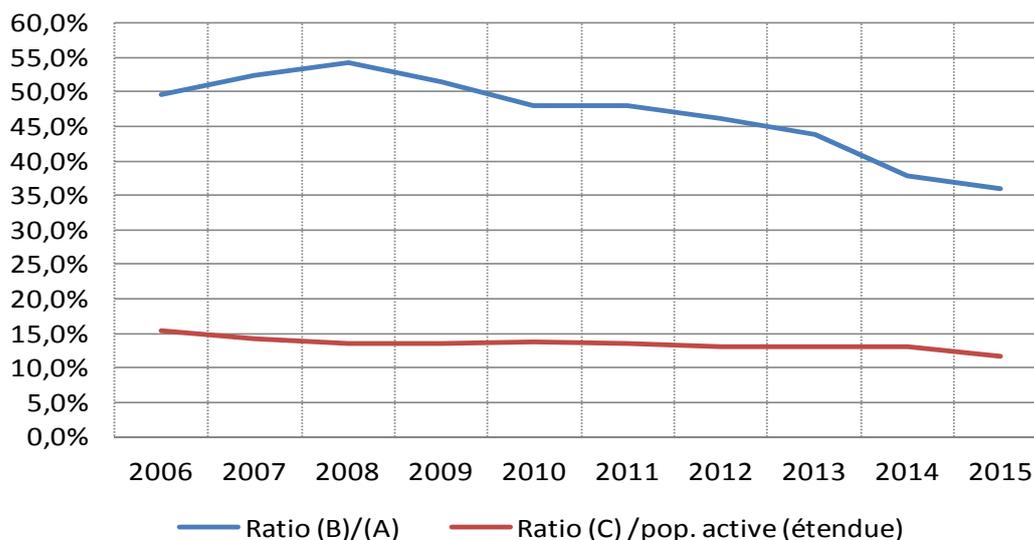
Evolution globale sur 10 ans des CCI (DE et non-DE) et ratio par rapport à la population active étendue

T1	CCI-DE (A)	%	CCI-NDE (B)	%	(C) = (A) + (B) 100%	Ratio (B) / (A)	Ratio(C)/ Population active étendue
2006	496 287	66,8 %	246 604	33,2 %	742 891	49,7 %	15,3 %
2007	466 138	65,6 %	243 995	34,4 %	710 133	52,3 %	14,3 %
2008	437 929	64,8 %	237 742	35,2 %	675 671	54,3 %	13,4 %
2009	448 804	66,0 %	231 135	34,0 %	679 939	51,5 %	13,5 %
2010	476 093	67,6 %	228 550	32,4 %	704 643	48,0 %	13,8 %
2011	459 404	67,5 %	220 938	32,5 %	680 343	48,1 %	13,6 %
2012	452 103	68,5 %	208 207	31,5 %	660 310	46,1 %	13,1 %
2013	461 061	69,6 %	201 598	30,4 %	662 658	43,7 %	13,0 %
2014	483 208	72,6 %	182 586	27,4 %	665 794	37,8 %	13,0 %
2015	444 945	73,6 %	159 986	26,4 %	604 931	35,9 %	11,7 %

Le Tableau 39 présente une vue synthétique de l'ensemble des 2 groupes analysés précédemment et met l'accent sur le poids respectif de chaque groupe l'un par rapport à l'autre. En chiffres absolus, le nombre de CCI demandeurs et non-demandeurs d'emploi a diminué entre 2006 et 2015 de 742 891 à 604 931 unités. L'évolution du ratio de (C) par rapport à la population active étendue suit également le même trend baissier : de 15,3% en 2006 à 11,7% en 2015.

Le ratio (B)/(A) comme indice du poids de chaque groupe l'un par rapport à l'autre affiche globalement une baisse constante du nombre de non-demandeurs d'emploi par rapport au nombre de demandeurs d'emploi de 1 pour 2 (49,7%) en 2006 à presque 1 pour 3 (35,9%) en 2015. Le Graphique 23 décrit l'évolution au cours du temps des 2 ratios l'un par rapport à l'autre.

Graphique 23
Evolution des ratios (B)/(A) et (C)/Population active étendue



11.4 Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 40
Evolution sur 10 ans des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription

T1	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés				Ratio (D) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total (D)	
2006	41 586	32 792	43 418	117 796	2,4 %
2007	38 729	32 318	35 503	106 550	2,1 %
2008	35 572	32 022	35 498	103 092	2,1 %
2009	37 773	32 754	39 895	110 423	2,2 %
2010	41 156	33 441	46 346	120 943	2,4 %
2011	38 260	37 014	49 610	124 884	2,4 %
2012	40 624	37 966	52 793	131 383	2,5 %
2013	42 238	38 721	56 979	137 938	2,7 %
2014	43 519	40 467	62 839	146 825	2,8 %
2015	43 664	49 001	68 469	161 134	3,0 %

Sources: services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

Tableau 41
Classement des 10 années des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés (3 statuts)

T1	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés				Ratio (D) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total (D)	
1	2008	2008	2008	2008	2008
2	2009	2007	2007	2007	2007
3	2011	2009	2009	2009	2009
4	2007	2006	2006	2006	2010
5	2012	2010	2010	2010	2006
6	2010	2011	2011	2011	2011
7	2006	2012	2012	2012	2012
8	2013	2013	2013	2013	2013
9	2014	2014	2014	2014	2014
10	2015	2015	2015	2015	2015

Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance-chômage. L'ensemble des demandeurs d'emploi se subdivise en effet en 2 catégories selon qu'ils sont occupés ou inoccupés. Or, certains demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés. Les tableaux ci-dessus rassemblent des données relatives aux demandeurs d'emploi inoccupés non-indemnisés ; ces données sont collectées auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblées par l'ONEM.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion ainsi que des demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés et non-indemnisés lors du 1^{er} trimestre entre 2006 et 2015 est détaillée dans le Tableau 40. L'augmentation observée entre 2014 et 2015 résulte des fins de droit aux allocations d'insertion. Une partie des chômeurs arrivés en fin de droit sont repris dans les demandeurs d'emploi obligatoirement inscrits car ils bénéficient d'allocations du CPAS ; d'autres ont décidé librement de rester inscrits comme demandeurs d'emploi.

11.5

Les chômeurs temporaires

Tableau 42

Evolution globale sur 10 ans des chômeurs temporaires et classement par année

T1	Unités physiques		Unités budgétaires	
1	2007	153 753	2008	40 691
2	2008	160 021	2007	42 089
3	2006	170 912	2015	44 665
4	2015	176 847	2014	45 610
5	2014	180 085	2006	51 559
6	2011	191 023	2011	55 717
7	2012	207 555	2012	61 378
8	2013	242 541	2013	74 879
9	2010	256 113	2010	87 577
10	2009	279 643	2009	89 315

L'évolution du chômage temporaire en unités physiques montre que le 1^{er} trimestre 2015 occupe le 4^{ème} place. En unités budgétaires, le 1^{er} trimestre 2015 se situe en 3^{ème} position.

